

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(91)769

Vol. 1991/0032

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

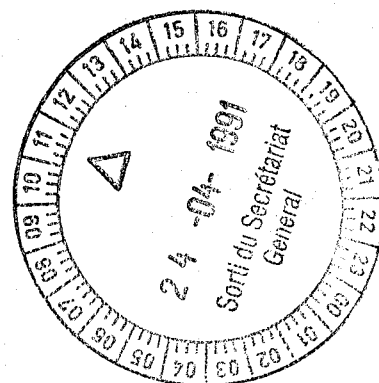
SEC(91) 769 final

Bruxelles, le 19 avril 1991

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN

en appui à la prise de décision relative
à la révision des perspectives financières

PROPOSITION D'UN PROGRAMME SPECIAL D'AIDE ALIMENTAIRE
POUR L'AFRIQUE



Depuis la fin de 1990 sont apparus les signes d'une crise alimentaire de grande envergure en Afrique Subsaharienne. Déjà le Conseil Développement du 5 novembre 1990 avait souligné le danger réel d'une famine sans précédent dans la Corne d'Afrique provoquée par la sécheresse, liée à la situation politique, qui sévissait dans cette région.

Mais la Corne d'Afrique n'est pas la seule à subir les effets de cette sécheresse : l'Afrique Australe, y inclus des pays traditionnellement autosuffisants voire même exportateurs, le Sahel, l'Afrique de l'Ouest subissent actuellement de graves disettes qui requièrent des aides alimentaires immédiates et importantes.

Le Conseil Affaires Etrangères du 15 avril "a reconnu la nécessité d'une aide supplémentaire en faveur de l'Afrique et a mandaté la Commission de lui faire une proposition concrète pour une telle augmentation dont une partie doit être imputée au budget communautaire".

Par ailleurs, le Parlement Européen, lors de sa session d'avril, a adopté une Résolution "Famine en Afrique" en demandant à la Commission et au Conseil d'établir un Programme spécial et un budget pour l'Afrique pour que les populations menacées de famine aient accès à des ressources supplémentaires par rapport aux aides alimentaires normales.

La Commission a procédé à une estimation des populations menacées et de leurs besoins alimentaires. Cette estimation fait état de 31 millions de personnes affectées et de besoins d'aide alimentaire s'élevant à 4,5 Mio de tonnes de produits céréaliers essentiellement.

La réponse combinée des donateurs couvre à l'heure actuelle 2 Mio de tonnes (à savoir moins de 50 % des besoins) et pourrait aller jusqu'à près de 3 Mio de tonnes (soit 68 % des besoins), si l'on tient compte des intentions non confirmées, ce qui laisse un déficit non couvert se situant entre 1,5 et 2 Mio de tonnes.

Pour permettre à la Communauté d'apporter une aide significative aux populations des pays les plus menacés et à leurs besoins alimentaires non couverts à l'heure actuelle, un Programme Spécial d'aide alimentaire pour l'Afrique est proposé par la Commission.

Dans ce cadre, la participation de la Communauté des Douze à l'effort international en faveur de l'Afrique devrait comprendre une part d'actions communautaires et une part d'actions nationales, comme cela a été le cas en 1984 avec le Plan de Dublin et, tout récemment, avec l'aide d'urgence aux kurdes.

L'action des Douze dans son ensemble devrait couvrir 35 à 40 % des besoins globaux, ce montant représentant la part relative de la Communauté et de ses Etats membres dans d'autres efforts internationaux (cf. l'aide aux kurdes où les Douze couvrent 150 Mio Ecus sur 400, soit 37,5 % du total). Compte tenu de l'ampleur des besoins de l'Afrique Subsaharienne, cela signifierait des quantités se situant entre 1,5 et 1,8 Mio de tonnes. La répartition Communauté/Etats membres serait de 2/3 - 1/3 environ.

Vu les décisions déjà prises ou en cours, des quantités supplémentaires de 400.000 tonnes pour la Communauté (160 Mio Ecus) et de 150.000 à 250.000 tonnes (60 à 100 Mio Ecus) pour les Etats membres devraient être envisagées. L'action supplémentaire des Douze porterait dès lors sur un montant de 220 Mio Ecus au minimum dont 160 Mio CE et 60 Mio Etats membres.

Il est proposé que la coordination des actions communautaires et des actions nationales continue à être effectuée par la Commission. Une première coordination pourra s'effectuer lors de la prochaine réunion du Comité d'Aide Alimentaire qui se tiendra le 25 avril.

1. Situation actuelle et action de la Communauté

Les estimations les plus récentes de la Commission concernant les populations menacées de famine et leurs besoins alimentaires font état de 31 millions de personnes affectées et de besoin en aide alimentaire s'élevant à 4,5 Mio de tonnes de produits céréaliers essentiellement. Compte tenu des annonces actuelles des donateurs internationaux, le déficit non couvert se situe entre 1,5 et 2 Mio de tonnes. Ces chiffres, bien qu'estimatifs, ont été vérifiés avec les Délégations de la Commission, la FAO, le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies, les Etats-Unis et le Canada. Tant pour les populations affectées que pour les besoins, les estimations des différentes sources utilisées coïncident très largement (voir annexe 1).

Dans le cadre de ses réserves très limitées en fin d'année 1990, la Communauté avait, dès le mois de décembre, pris un nombre de décisions en réponse aux demandes d'aide d'urgence parvenues du Sahel. En janvier et début février 1991, des allocations d'urgence en faveur du Soudan, Ethiopie, Burkina Faso et Cameroun ont été approuvées pour permettre des exécutions immédiates et des arrivages pendant les premiers mois de l'année.

Au total, 120.800 tonnes de céréales ont été allouées en urgence à ces pays. Compte tenu également des aides normales programmées pour l'Afrique en 1991 et en cours de décision, ainsi que des aides 1990 mentionnées ci-dessus, l'effort actuel de la CE s'élève à 675.000 tonnes de céréales environ auxquelles il faut ajouter un effort bilatéral des Etats Membres estimé à environ 355.000 tonnes. Les Etats-Unis, de leur côté, ont annoncé un plan d'urgence d'environ 1,05 Mio de tonnes pour la seule année 1991 (voir annexe 1).

2. Proposition d'un Programme Spécial

Le Programme Spécial proposé pour 1991 doit s'élever au minimum à 400.000 tonnes d'équivalent céréales. En additionnant ces quantités aux engagements déjà pris ou en cours, la Communauté couvrirait environ 25 % des besoins des populations les plus affectées en Afrique Subsaharienne. De l'avis de la Commission, cette quantité correspond aux possibilités encore utilisables de transport interne et de distribution des organisations internationales et non-gouvernementales, compte tenu des aides déjà décidées et en cours de livraison.

La Commission évalue les crédits nécessaires pour l'achat, le transport et la distribution des 400.000 tonnes additionnelles proposées à 160 MECU. En outre, des ressources additionnelles pourraient s'avérer nécessaires afin de couvrir la hausse prévisible des coûts de transport et de distribution des aides aux victimes de la famine pour les actions d'ores et déjà prévues ou en cours.

Le coût pour le FEOGA des restitutions à payer sur les 400.000 tonnes de céréales pourra s'élever à 49 MECU. Ces tonnages venant en déduction du surplus de céréales dont l'écoulement serait nécessaire en tout état de cause, la charge additionnelle résultant de l'opération sera nulle.

La mise en oeuvre de l'aide du Programme Spécial devra venir en supplément aux actions déjà envisagées pour les pays concernés. La répartition indicative des 400.000 tonnes supplémentaires pour les pays les plus affectés se trouve en annexe II.

3. Financement du Programme Spécial

A l'heure actuelle, l'exécution du programme d'aide alimentaire est marquée essentiellement par 2 facteurs :

- Après une période où les prix étaient inférieurs aux prix retenus pour l'établissement du Budget 1991, la Commission constate une tendance nette vers une nouvelle hausse de prix, notamment pour les produits céréaliers;
- une augmentation dramatique des coûts de transport et de distribution pour la plupart des destinations, notamment dans les cas d'opérations d'urgence, la prise en charge du coût total jusqu'aux victimes de la famine étant indispensable si l'on veut réellement aider. Elle est due aux conditions de plus en plus difficiles auxquelles les transporteurs et organisations de distribution ont à faire face (infrastructure de transports dégradée ou manquante, guerre civile, taux de change irréalistes imposés, etc.), notamment dans les pays les plus affectés comme le Soudan et l'Ethiopie.

La conjugaison de ces deux facteurs se soldera selon toute probabilité par un déficit net des moyens budgétaires disponibles pour les transports. A l'heure actuelle, la Commission n'a pas encore décidé comment ce déficit pourrait être comblé sans risquer des coupures graves dans les crédits disponibles pour la fourniture des différents produits. Du fait de ce déficit et des perspectives incertaines concernant sa couverture, il est exclu que le Programme Spécial puisse être financé sur le budget aide alimentaire de 1991 tel qu'il se présente actuellement.

La Commission maintient sa proposition de révision des Perspectives Financières actuellement en discussion au Conseil et au Parlement. Pour 1991, cette proposition consiste notamment en un relèvement du plafond de la rubrique 4 "Autres politiques" des Perspectives Financières. Ce relèvement comprendrait notamment la création d'une réserve de 350 MECU sous le plafond de la rubrique 4. Cette marge ne peut être utilisée que pour le financement d'actions de politique extérieure "pouvant résulter de la poursuite de l'assistance à l'URSS, des actions liées à la crise du Golfe ou à d'autres situations d'urgence ou de crise".

Le programme alimentaire d'urgence à l'Afrique Subsaharienne proposé pourrait donc être financé en recourant à la réserve sous le plafond de la rubrique 4 proposé par la Commission, pour autant que l'Autorité budgétaire en convienne.

Conclusion

Il est proposé d'affecter en 1991 160 MECU, à un Programme Spécial d'aide alimentaire en faveur des populations les plus menacées par la famine en Afrique. Ce programme comportera la fourniture de 400.000 tonnes d'équivalent céréales.

Les ressources additionnelles nécessaires pour le financement de ce Programme Spécial devront être dégagées dans le cadre de la révision des perspectives financières en cours.

Historical Archives of the European Commission

PERSPECTIVES DE LUTTE CONTRE LA FAMINE EN AFRIQUE en 1991
(Situation avril 1991)

P A Y S	Quantités en tonnes						BESOINS NON COUVERTS (4)
	POPULATION AFFECTEE	BESOINS JUSQU'AUX PROCHAINES RECOLTES	ENGAGEMENTS CEE		AUTRES DISPONIBILITES ET ENGAGEMENTS ANNONCES (2)	ENGAGEMENTS TOTAUX POUR L'ANNEE 1991	
			COMMISSION	ETATS MEMBRES (1)			
Ethiopie	5.500.000	950.000	142.000	81.200	424.900	648.100	301.900
+ réfugiés	1.250.000	285.000	35.500	25.200	125.300	186.000	99.000
Soudan	8.000.000	1.200.000	111.600	88.900	398.000	598.500	601.500
+ réfugiés	180.000	44.900	20.900	6.000	16.600	43.500	1.400
Somalie	500.000	91.200	17.000	n.c.	15.600	32.600	58.600
Libéria	1.200.000	) 230.000	) 23.300	5.000	137.300	165.600	) 64.400
+ Iibériens	750.000)))
Malawi (3)	2.900.000	86.000	8.500	n.c.	11.500	20.000	66.000
+ réfugiés	960.000	234.000	44.500	12.600	136.300	193.400	40.600
Angola (3)	1.900.000	185.000	38.000	23.300	130.500	191.800	-
Mozambique (3)	4.000.000	713.000	160.000	63.100	397.900	621.000	92.000
Mauritanie	500.000	148.000	18.000	16.000	24.600	58.600	89.400
Burkina Faso	1.500.000	127.000	24.000	14.500	23.000	61.500	65.500
Niger	1.500.000	107.000	15.000	15.000	64.400	94.400	12.600
Tchad	500.000	40.000	12.000	4.100	25.000	41.100	-
Cameroun	187.000	20.000	2.940	n.c.	5.380	8.320	11.680
TOTAL	31.327.000	4.461.100	673.240	354.900	1.936.280	2.964.420	1.504.580

(1) D'après les informations communiquées à la Commission.

(2) Aides et engagements annoncés des autres donateurs (USA, Canada, Australie, PAM) ainsi que stocks de sécurité et dernières livraisons arrivées (y compris CEE)

(3) Besoins jusqu'à la prochaine récolte en mai/juin et engagements jusqu'à la fin de l'année 1991. Les perspectives de récoltes en Afrique Australe restent incertaines et en tout cas déjà pessimistes pour certains pays (Lesotho, Zambie, Malawi, Angola, Mozambique).

.../...

(4) Les engagements annoncés sont loin d'être confirmés et par conséquent livrés. Ainsi, selon le PAM et la FAO,

- Ethiopie - 2/3 des besoins seraient couverts mais 1/3 confirmé seulement.
- Soudan - 50 % des besoins sont couverts mais 1/3 confirmé seulement et 65.000 T livrées en mars seulement.
- Libéria - 11 % livrés en mars.
- Malawi (réfugiés) - rupture d'approvisionnement en mai.
- Angola - malgré engagements, seules 50.000 T ont été livrées.
- Mozambique - seules 360.000 T livrées.
- Niger - seules 5.000 T livrées.

n.c. = non communiqué.

Contributions annoncées des Etats-Unis pour l'année 1991

Angola	40.515 T
Burkina Faso	22.000 T
Ethiopie	250.000 T
Libéria et libériens	136.600 T
Mozambique	191.650 T
Niger	35.000 T
Somalie	15.610 T
Soudan	331.000 T
Tchad	5.000 T + 10.000 T au PAM.

REPARTITION INDICATIVE DES 400.000 TONNES (1)

ETHIOPIE	±	100.000 T	
		50.000 T	(réf. somaliens et)
			soudanais))
)
SOUDAN	±	140.000 T)
SOMALIE	±	20.000 T	
LIBERIENS	±	20.000 T	
MALAWI	±	15.000 T	
NIGER	±	15.000 T	
ANGOLA	±	15.000 T	
MAURITANIE	±	20.000 T	
CAMEROUN	±	5.000 T	
TOTAL		400.000 T	

(1) Les pays et quantités indiqués ci-dessus sont donnés à titre indicatif mais, d'autres pays pourraient être inclus et les quantités modifiées en fonction de l'évolution des récoltes attendues et des aides d'autres donateurs.

FICHE FINANCIERE

ESTIMATION DES MOYENS SUPPLEMENTAIRES NECESSAIRES EN 1991 POUR LA MISE EN
OEUVRE DU PLAN D'URGENCE EN FAVEUR DE L'AFRIQUE

Achat de 400.000 T de céréales à 112,5 Ecu/T
(prix moyen estimé pour la gamme de produits
nécessaires et disponibles) 45,0 MECU

Transport et distribution de 400.000 T de
céréales à 287,5 Ecu/T 115,0 MECU

Total 160,0 MECU

Historical Archives of the European Commission

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

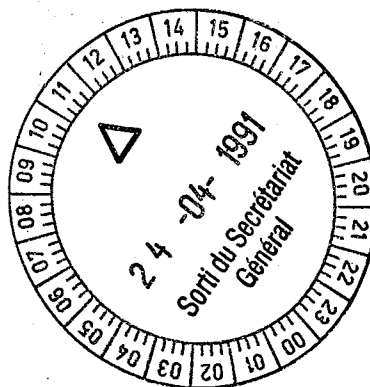
SEK(91) 769 endg.

Brüssel, den 19. April 1991

MITTEILUNG DER KOMMISSION AN DEN RAT UND DAS EUROPÄISCHE PARLAMENT

im Hinblick
auf die geplante Änderung der Finanzperspektiven
des Haushalts der Gemeinschaft

VORSCHLAG EINES NAHRUNGSMITTELHILFE-
SONDERPROGRAMMS FÜR AFRIKA



BEGRÜNDUNG

Seit Ende 1990 gibt es eindeutige Anzeichen für eine Hungersnot grossen Ausmasses in Afrika südlich der Sahara. Der Rat der Entwicklungsminister vom 5. November 1990 hatte bereits auf die bestehende Gefahr einer Hungerkatastrophe ohne gleichen im Horn von Afrika, ausgelöst durch Trockenheit und die politische Situation, hingewiesen.

Das Horn von Afrika ist jedoch nicht die einzige von der Trockenheit heimgesuchte Region. Auch das südliche Afrika, einschliesslich traditioneller Überschuss- oder Ausfuhrländer, die Sahelzone und Westafrika melden schwerste Knappheit an Nahrungsmitteln, die schnellste und bedeutende Hilfe erfordert.

Der Rat der Aussenminister vom 15.4.1991 hat "die Notwendigkeit einer zusätzlichen Hilfe für Afrika anerkannt und die Kommission aufgefordert, ihm einen konkreten Vorschlag für eine solche zusätzliche Hilfe zu machen, die zu einem Teil vom Haushalt der Gemeinschaft zu übernehmen ist."

Das Europäische Parlament hat anlässlich seiner Apriltagung eine Entschliessung zum "Hunger in Afrika" verabschiedet und Kommission und Rat aufgefordert, ein Sonderprogramm und -budget für Afrika vorzulegen, das der von Hungersnot bedrohten Bevölkerung über die normale Nahrungsmittelhilfe hinaus zusätzliche Hilfe verschaffen soll.

Die Kommission hat eine Schätzung der bedrohten Bevölkerung und ihres voraussichtlichen Bedarfs durchgeführt. Danach sind 31 Mio Menschen bedroht ; der notwendige Bedarf an Lebensmitteln beträgt 4.5 Mio. to, hauptsächlich an Getreide und Getreideprodukten.

Die Beiträge der internationalen Geber insgesamt decken davon gegenwärtig etwa 2 Mio. to ab (weniger als 50 %) ; sie könnten 3 Mio. to (68 % des Bedarfs) erreichen, wenn die nicht bestätigten Ankündigungen einbezogen werden. Es ergibt sich somit insgesamt ein nicht gedecktes Defizit von 1.5 bis 2 Mio. to.

Um der Gemeinschaft zu erlauben, den am stärksten bedrohten Ländern und ihrer Bevölkerung Hilfe zu leisten und einen Teil zu dem zur Stunde ungedeckten Bedarf beizutragen, schlägt die Kommission ein Nahrungsmittelhilfe-Sonderprogramm für Afrika vor.

Der Beitrag der Gemeinschaft zur internationalen Hilfe an Afrika müsste zum Teil von der Gemeinschaft, zum Teil von den Mitgliedsländern getragen werden, wie das auch 1984 mit dem Dublin-Plan und vor kurzem mit der Nothilfe für die Kurden der Fall war.

Die Hilfe der Zwölf sollte insgesamt 35 bis 40 % des gesamten Bedarfs decken. Dieser Satz entspricht dem Anteil der Gemeinschaft und ihrer Mitgliedsstaaten bei anderen internationalen Hilfsaktionen (z.B. im Falle der Hilfe für die Kurden, wo die Zwölf einen Anteil von 150 Mio ECU von 400 Mio ECU, d.h. 37.5 % der Aktion insgesamt tragen). Angesichts der Grössenordnung des Bedarfs in Afrika südlich der Sahara bedeutet dieser Satz Mengen von 1.5 bis 1.8 Mio to. Die Verteilung Gemeinschaft/Mitgliedsstaaten wäre im Verhältnis 2/3 zu 1/3 anzusetzen.

Angesichts der bereits getroffenen oder im Gang befindlichen Entscheidungen müssten somit zusätzliche Mengen von 400.000 to für die Gemeinschaft (160 MECU) und 150.000 - 250.000 to für die Mitgliedsstaaten (60 bis 100 MECU) angesetzt werden. Die zusätzliche Aktion der Zwölf würde sich somit auf mindesten 220 MECU belaufen; von denen 160 MECU von der Gemeinschaft zu tragen wären und 60 MECU von den Mitgliedsstaaten.

Es wird vorgeschlagen, dass die Koordinierung der Gemeinschaftsaktion und der Programme der Mitgliedsstaaten weiterhin von der Kommission durchgeführt wird. Eine erste Koordinierung könnte anlässlich der nächsten Sitzung des Nahrungsmittelhilfe- Ausschusses erfolgen, die am 25. April stattfindet.

1. Gegenwärtige Lage und Hilfe der Gemeinschaft

Die jüngste Schätzung der Kommission über die von der Hungersnot bedrohten Bevölkerung und ihren Bedarf zeigt 31 Mio. betroffene Personen ; ihr Bedarf an Nahrungsmitteln beläuft sich auf 4.5 Mio. to, im wesentlichen an Getreide und Getreideprodukten. Unter Anrechnung der angekündigten Beiträge der internationalen Geber beläuft sich das nicht gedeckte Defizit auf 1.5 bis 2 Mio. to. Diese Zahlen sind Schätzungen, sind aber mit den Vertretungen der Kommission, der FAO, dem WFP der Vereinten Nationen, den Vereinigten Staaten und Kanada abgestimmt worden. Sowohl für die bedrohte Bevölkerung wie für ihren Bedarf stimmen die verschiedenen Quellen weitgehend überein. (siehe Anhang I).

Im Rahmen ihrer sehr begrenzten Reserven Ende 1991 hat die Gemeinschaft seit Dezember eine Reihe von Entscheidungen in Antwort auf Anfragen für Nothilfe aus den Sahelländern getroffen. Im Januar und Anfang Februar 1991 ist Nothilfe an den Sudan, Äthiopien, Burkina Faso und Kamerun beschlossen worden um rechtzeitige Lieferung während der ersten Monate des Jahres zu ermöglichen.

Insgesamt sind 120.800 to Getreide als Soforthilfe an diese Länder beschlossen worden. Unter Anrechnung der normal programmierten Hilfe für Afrika im Jahre 1991, die entweder bereits beschlossen oder vorgesehen ist, sowie der oben erwähnten Hilfe des Jahres 1990, beläuft sich der Beitrag der Gemeinschaft zur Stunde auf 675.000 to Getreide, zu denen der bilaterale Beitrag der Mitgliedsstaaten von etwa 355.000 to hinzuzufügen ist. Die USA haben ihrerseits für 1991 allein ein Notprogramm von ca. 1.05 Mio. to angekündigt (siehe Anhang I).

2. Vorschlag eines Sonderprogramms

Das für 1991 vorgeschlagene Sonderprogramm soll sich mindestens auf 400.000 to Getreide und Getreideprodukte belaufen. Einschliesslich der bereits beschlossenen und vorgesehenen Hilfen würde die Gemeinschaft damit etwa 25 % des Bedarfs der am stärksten bedrohten Bevölkerung in Afrika südlich der Sahara decken. Nach Ansicht der Kommission entspricht diese Menge den noch bestehenden Kapazitäten für Inlandstransport und Verteilung der internationalen und Nichtregierungs- Organisationen, angesichts der bereits erfolgten oder in Gang befindlichen Aktionen.

Die Kommission schätzt die notwendigen Mittel für den Kauf, den Transport und die Verteilung der vorgeschlagenen zusätzlichen 400.000 to auf 160 MECU. Darüberhinaus könnten weitere zusätzliche Mittel notwendig werden, um den voraussichtlichen Anstieg der Transport- und Verteilungskosten für die bereits beschlossenen und in Gang befindlichen Hilfen zu decken.

Die Kosten für Restitutionen aus dem FEOGA für 400.000 to Getreide würden sich auf etwa 49 MECU belaufen. Da diese Mengen aus den Reserven zu entnehmen sind, die auf jeden Fall abgesetzt werden müssten, würde sich keine zusätzliche Belastung für den FEOGA ergeben.

Das vorgeschlagene Sonderprogramm muss eine Zusatzhilfe, neben den bereits vorgesehenen Aktionen, für die betroffenen Länder sein. Eine vorläufige Aufteilung der zusätzlichen 400.000 to für die am stärksten bedrohten Länder findet sich in Anhang II.

3. Finanzierung des Sonderprogramms

Gegenwärtig ist die Durchführung des Nahrungsmittelhilfeprogramms der Gemeinschaft durch zwei Faktoren bestimmt :

- nach einer Periode in der die tatsächlichen Preise niedriger waren als die Preise, die dem Budget 1991 zugrunde lagen, konstatiert die Kommission einen deutlichen Trend zu steigenden Preisen, insbesondere für Getreideprodukte ;
- einer dramatischen Erhöhung der Transport- und Verteilungskosten für nahezu alle Bestimmungsorte und insbesondere im Falle von Nothilfe. Die Übernahme der vollen Transportkosten bis zu den Opfern der Hungersnot ist absolut notwendig, wenn die Hilfe wirklich ankommen soll. Diese Erhöhung ist eine Folge der immer schwierigeren Bedingungen für die Transporteure und Hilfsorganisationen (heruntergekommene oder fehlende Transportinfrastruktur, Bürgerkrieg, unrealistische Wechselkurse, usw.), besonders in den am stärksten bedrohten Ländern wie Sudan und Äthiopien.

Das Zusammenspiel dieser beiden Faktoren wird sehr wahrscheinlich zu einem Nettodefizit der verfügbaren Mittel für Transporte im Haushalt 1991 führen. Zur Stunde hat die Kommission noch nicht entschieden, wie dieses Defizit ohne schwerwiegende Kürzungen der Mittel für den Ankauf der Hilfe gedeckt werden kann. Wegen dieses Defizits und der Ungewissheit hinsichtlich seiner Deckung ist es ausgeschlossen, dass das Sonderprogramm aus den Haushaltsmitteln für Nahrungsmittelhilfe 1991, wie sie gegenwärtig verfügbar sind, finanziert werden kann.

Die Kommission hält ihren Vorschlag einer Änderung der Finanzperspektiven aufrecht, der gegenwärtig im Rat und im Parlament zur Entscheidung vorliegt. Für 1991 sieht dieser Vorschlag im wesentlichen eine Aufstockung des Plafonds der Rubrik 4 "Andere Politiken" der Finanzperspektiven vor. Diese Aufstockung würde insbesondere die Schaffung einer Reserve innerhalb des Plafonds der Rubrik 4 ermöglichen. Diese Reserve könnte nur für die Finanzierung von Aktionen der Aussenbeziehungen der Gemeinschaft, "die aus der Durchführung der Hilfe für die USSR, aus der Golfkrise oder anderen Not- oder Krisensituationen resultieren", verwendet werden.

Das vorgeschlagene Nahrungsmittel- Sonderprogramm für Afrika südlich der Sahara könnte daher aus dieser Reserve der Rubrik 4, wie sie von der Kommission vorgeschlagen wurde, finanziert werden, die Zustimmung der Haushaltsbehörde vorausgesetzt.

Zusammenfassung

Es wird vorgeschlagen, im Jahre 1991 160 MECU für ein Nahrungsmittel-Sonderprogramm zugunsten der von Hungersnot am stärksten bedrohten Bevölkerung in Afrika bereitzustellen. Das Programm hat die Lieferung von 400.000 to Getreide und Getreideprodukten zum Inhalt.

Die notwendigen zusätzlichen Mittel für die Finanzierung dieses Sonderprogramms sind auf dem Wege der im Gang befindlichen Revision der Finanzperspektiven bereitzustellen.

Historical Archives of the European Commission

HUNGRISNOT IN AFRIKA 1991 - BEDARF UND HILFSLEISTUNGEN
(Stand April 1991)

L A N D	Mengen (to)						NICHT GEDECKTER BEDARF (4)
	BETROFFENE BEVÖLKERUNG	BEDARF BIS ZUR NÄCHST. ERNTE	BEITRÄGE EG		ANDERE BEITRÄGE UND BEITRAGS-ERKLÄRUNGEN (2)	INTERN. BEITRÄGE FÜR 1991 INSG.	
			KOMMISSION	MITGLIEDSST. (1)			
Äthiopien	5.500.000	950.000	142.000	81.200	424.900	648.100	301.900
+ Flüchtl.	1.250.000	285.000	35.500	25.200	125.300	186.000	99.000
Sudan	8.000.000	1.200.000	111.600	88.900	398.000	598.500	601.500
+ Flüchtl.	180.000	44.900	20.900	6.000	16.600	43.500	1.400
Somalia	500.000	91.200	17.000	n.c.	15.600	32.600	58.600
Liberia	1.200.000	) 230.000	) 23.300	) 5.000	) 137.300	) 165.600	) 64.400
+ Liberier	750.000))))))
Malawi (3)	2.900.000	86.000	8.500	n.c.	11.500	20.000	66.000
+ Flüchtl.	960.000	234.000	44.500	12.600	136.300	193.400	40.600
Angola (3)	1.900.000	185.000	38.000	23.300	130.500	191.800	-
Mosambik (3)	4.000.000	713.000	160.000	63.100	397.900	621.000	92.000
Mauritanien	500.000	148.000	18.000	16.000	24.600	58.600	89.400
Burkina Faso	1.500.000	127.000	24.000	14.500	23.000	61.500	65.500
Niger	1.500.000	107.000	15.000	15.000	64.400	94.400	12.600
Tschad	500.000	40.000	12.000	4.100	25.000	41.100	-
Kamerun	187.000	20.000	2.940	n.c.	5.380	8.320	11.680
INSG.	31.327.000	4.461.100	673.240	354.900	1.936.280	2.964.420	1.504.580

- (1) der Kommission mitgeteilte Daten.
 (2) von anderen Gebern mitgeteilte Beiträge und Beitragserklärungen (USA, Kanada, Australien, WFP) sowie strategische Reserven und kürzlich erfolgte Lieferungen (einschl. EG).
 (3) Bedarf bis zur nächsten Ernte in Mai/Juni und Beitragserklärungen bis Ende 1991. Die Ernteaussichten für das südliche Afrika sind ungewiss und bereits ungünstig für einige Länder (Lesotho, Sambia, Malawi, Mosambik).

.../...

(4) Die angekündigten Beiträge sind noch nicht bestätigt und noch weniger geliefert. Nach Angaben von WFP und FAO ergibt sich folgende Situation :

- Äthiopien - 2/3 des Bedarfs gedeckt aber nur 1/3 bestätigt.
- Sudan - 50 % des Bedarfs gedeckt aber nur 1/3 bestätigt und nur Lieferung von 65.000 to im März erwartet.
- Liberia - 11 % im März geliefert.
- Malawi (Flüchtl.) - Versorgungslücke im Mai.
- Angola - trotz Ankündigungen nur 50.000 to geliefert.
- Mosambik - nur 360.000 to geliefert.
- Niger - nur 5.000 to geliefert.

n.c. = nicht mitgeteilt

Angekündigte Beiträge der USA für 1991

Angola	40.515 to
Burkina Faso	22.000 to
Äthiopien	250.000 to
Liberia und Liberia	136.600 to
Mosambik	191.650 to
Niger	35.000 to
Somalia	15.610 to
Sudan	331.000 to
Tschad	5.000 to + 10.000 to an WFP.

ANGABEN ÜBER DIE FINANZIERUNG

**SCHÄTZUNG DER IN 1991 NOTWENDIGEN ZUSÄTZLICHEN MITTEL FÜR DIE DURCHFÜHRUNG
DES NOTPROGRAMMS FÜR AFRIKA**

Kauf von 400.000 to Getreide à 112,5 Ecu/to (gesch. Durchschnittspreis für die notw. und verfügb. Getreideprodukte)	45,0 MECU
Transport und Verteilung von 400.000 to Getreide à 287,5 Ecu/to	115,0 MECU

Insgesamt	160,0 MECU

Historical Archives of the European Commission

Anhang II

VORRAUSSICHTLICHE VERTEILUNG DER 400.000 TONNEN (1)

ÄTHIOPIEN	±	100.000 to 50.000 to (somal. und sudan.) Flüchtlinge))
SUDAN	±	140.000 to)
SOMALIA	±	20.000 to
LIBERIEN	±	20.000 to
MALAWI	±	15.000 to
NIGER	±	15.000 to
ANGOLA	±	15.000 to
MAURITANIEN	±	20.000 to
KAMERUN	±	5.000 to
T O T A L		400.000 to

(1) Die angegebenen Länder und Mengen sind als vorläufig zu betrachten ; andere Länder können berücksichtigt und Mengen geändert werden, wenn die Entwicklung der Ernten und der Beiträge anderer Geber es verlangen sollte.

COMMISSIONE DELLE COMUNITA EUROPEE

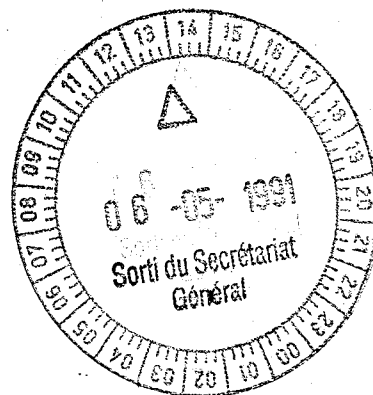
SEC(91) 769 def.

Bruxelles, 24 aprile 1991

COMUNICAZIONE DELLA COMMISSIONE AL CONSIGLIO E AL PARLAMENTO EUROPEO

ai fini dell'adozione di una decisione in
merito alla revisione delle prospettive finanziarie

PROPOSTA RELATIVA AD UN PROGRAMMA SPECIALE DI AIUTO ALIMENTARE
A FAVORE DELL'AFRICA



Verso la fine del 1990 ha cominciato a delinearsi chiaramente la probabilità di una crisi alimentare di enormi proporzioni nell'Africa subsahariana. Il Consiglio "Sviluppo" del 5 novembre 1990 aveva già sottolineato il pericolo di una carestia senza precedenti nel Corno d'Africa in conseguenza della siccità che aveva colpito la regione, in connessione anche con la situazione politica.

Il Corno d'Africa non è però l'unica zona a subire le conseguenze di questa siccità: carenze alimentari gravi che esigono aiuti immediati e consistenti si riscontrano attualmente nell'Africa australe, anche in paesi tradizionalmente autosufficienti o addirittura esportatori, nel Sahel e nell'Africa occidentale.

Il Consiglio "Affari esteri" del 15 aprile ha riconosciuto la necessità di un aiuto supplementare a favore dell'Africa e ha invitato la Commissione a presentare una proposta concreta per quanto concerne tale supplemento di aiuto, una parte del quale deve essere imputata sul bilancio comunitario.

Inoltre, il Parlamento europeo ha adottato, nella sessione di aprile, una risoluzione sulla carestia in Africa e ha chiesto alla Commissione e al Consiglio di elaborare un programma speciale, prevedendo un bilancio, a favore dell'Africa, affinché le popolazioni sulle quali pesa la minaccia della carestia possano disporre di risorse supplementari oltre agli aiuti alimentari normali.

Dalle stime effettuate dalla Commissione, le popolazioni minacciate e il loro fabbisogno di prodotti alimentari ammontano rispettivamente a 31 milioni di persone e 4,5 milioni di t, essenzialmente cereali.

Globalmente, il quantitativo stabilito attualmente dai donatori è di 2 milioni di t (ossia meno del 50% del fabbisogno) e potrebbe salire, se si tiene conto delle intenzioni non ancora confermate, a quasi 3 milioni di t (cioè 68% del fabbisogno); c'è quindi un disavanzo che si situa tra 1,5 e 2 milioni di t.

Per consentire alla Comunità di fornire un aiuto significativo alle popolazioni dei paesi più minacciati e soddisfare le loro esigenze alimentari non ancora coperte, la Commissione propone un programma speciale di aiuto alimentare a favore dell'Africa.

In quest'ambito, la partecipazione della Comunità dei Dodici allo sforzo internazionale a favore dell'Africa dovrebbe comprendere interventi comunitari e interventi nazionali, analogamente a quanto si è fatto nel 1984 con il piano di Dublino e, ultimamente, nel quadro dell'aiuto d'emergenza ai curdi.

L'intervento dei Dodici dovrebbe coprire, complessivamente, il 35-40% del fabbisogno globale, il che equivale alla quota relativa della Comunità e dei suoi Stati membri in altri sforzi internazionali (ad esempio l'aiuto alle popolazioni curde, in cui i Dodici partecipano con 150 Mio di ECU su un totale di 400, ossia nella misura del 37,5%). Tenuto conto del fabbisogno dell'Africa subsahariana, ciò significherebbe quantitativi dell'ordine di 1,5-1,8 milioni di t, che potrebbero essere suddivise tra la Comunità e gli Stati membri nella misura, rispettivamente, di due terzi e un terzo circa.

Alla luce delle decisioni già adottate o in via di adozione, si dovrebbero prevedere quantitativi supplementari dell'ordine di 400 000 t per la Comunità (160 Mio di ECU) e 150 000 - 250 000 t (da 60 a 100 Mio di ECU) per gli Stati membri. L'intervento supplementare dei Dodici ammonterebbe quindi a 220 Mio di ECU almeno, di cui 160 Mio a carico della Comunità e 60 Mio a carico degli Stati membri.

Si propone che il coordinamento degli interventi comunitari e degli interventi nazionali continui ad essere affidato alla Commissione. Un primo coordinamento potrà essere effettuato in occasione della prossima riunione del Comitato per l'aiuto alimentare, che avrà luogo il 25 aprile.

Historical Archives of the European Commission

1. La situazione attuale e l'intervento della Comunità

In base alle stime più recenti effettuate dalla Commissione, il numero di persone sulle quali pesa la minaccia di carestia è di 31 milioni e il fabbisogno di prodotti alimentari ammonta a 4,5 milioni di t, essenzialmente cereali. Tenuto conto dei quantitativi che i donatori internazionali hanno dichiarato di voler erogare, il saldo negativo è compreso fra 1,5 e 2 milioni di t. I dati sopraccitati sono stati verificati con le delegazioni della Commissione, la FAO, il Programma alimentare mondiale delle Nazioni Unite, gli Stati Uniti e il Canada. Le valutazioni ricavate dalle diverse fonti utilizzate sono sostanzialmente identiche per quanto riguarda sia le popolazioni colpite che il fabbisogno (cfr. allegato I).

Ricorrendo alle risorse assai contenute disponibili a fine 1990, la Comunità ha fin dal mese di dicembre adottato alcune decisioni in risposta alle domande di aiuti d'urgenza pervenute dai paesi del Sahel. In gennaio e all'inizio di febbraio 1991, sono state approvate assegnazioni d'urgenza a favore del Sudan, dell'Etiopia, del Burkina Faso e del Camerun, di esecuzione immediata, in modo che i prodotti potessero pervenire in loco nei primi mesi dell'anno.

Complessivamente sono state assegnate 120 800 t di cereali a titolo di aiuto di urgenza a favore di questi paesi. Tenuto conto degli aiuti normali programmati per l'Africa nel 1991 per i quali le decisioni sono in corso, nonché degli aiuti del 1990 sopraccitati, l'impegno attuale della Comunità corrisponde a 675 000 t di cereali circa, cui va aggiunto uno sforzo bilaterale degli Stati membri per un quantitativo pari, secondo le stime, a circa 355 000 t. Dal canto loro, gli Stati Uniti hanno annunciato un piano d'urgenza che comporta 1,05 milioni di t per il solo 1991 (cfr. allegato I).

2. Proposta relativa ad un programma speciale

Il programma speciale proposto per il 1991 deve comprendere almeno 400 000 t di equivalente cereali. Unitamente ai quantitativi previsti da impegni già presi o in corso di decisione, la Comunità coprirebbe il 25% circa del fabbisogno delle popolazioni più colpite nell'Africa subsahariana. Secondo la Commissione, questo quantitativo corrisponde alle possibilità ancora utilizzabili di trasporto interno e di distribuzione delle Organizzazioni internazionali e non governative, tenuto conto degli aiuti già decisi e di cui sono già in corso le operazioni di consegna.

Gli stanziamenti necessari per l'acquisto, il trasporto e la distribuzione delle 400 000 t supplementari proposte ammontano, stando alle stime della Commissione, a 160 Mio di ECU. Inoltre, potrebbe rivelarsi necessario integrare tale importo per coprire l'aumento prevedibile dei costi di trasporto e di distribuzione degli aiuti alle vittime della carestia nel quadro degli interventi già previsti o in corso.

Il costo per il FEAOG delle restituzioni da pagare sulle 400 000 t di cereali si aggirerà probabilmente sui 49 Mio di ECU. Visto che questo quantitativo verrà detratto dall'eccedenza di cereali che occorrerebbe comunque smerciare, l'operazione proposta non comporterà nessun onere supplementare.

L'erogazione dell'aiuto previsto dal programma speciale si aggiunge agli interventi già previsti a favore dei paesi interessati. La suddivisione indicativa delle 400 000 t supplementari tra i paesi più colpiti figura nell'allegato II.

3. Finanziamento del programma speciale

Essenzialmente due elementi caratterizzano al momento attuale l'esecuzione del programma di aiuto alimentare:

- dopo un periodo nel quale i prezzi sono stati inferiori ai prezzi presi in considerazione per l'elaborazione del bilancio 1991, la Commissione constata una netta tendenza verso un nuovo aumento dei prezzi, specialmente per i cereali;
- un aumento vertiginoso dei costi di trasporto e di distribuzione per praticamente tutte le destinazioni, in particolare nei casi di operazioni d'urgenza, visto che è indispensabile, se si vuole che l'aiuto sia realmente efficace, assumersi l'intero onere del trasporto e della consegna fino alle vittime della carestia. Ciò è determinato dalle condizioni sempre più difficili cui devono far fronte i trasportatori e le organizzazioni di distribuzione (infrastrutture di trasporto degradate o inesistenti, guerre civili, tassi di cambio irrealistici imposti, ecc.), specialmente nei paesi più colpiti come il Sudan e l'Etiopia.

L'effetto combinato di questi due fattori renderà quasi sicuramente insufficienti le risorse disponibili per il trasporto. Per il momento la Commissione non ha ancora deciso come tale disavanzo potrà essere coperto senza che ciò incida eccessivamente sugli stanziamenti disponibili per la fornitura dei vari prodotti. Tenuto conto di questo disavanzo e delle prospettive incerte quanto alla sua copertura, è escluso che il programma speciale possa essere finanziato sul bilancio per l'aiuto alimentare 1991 nella sua formulazione attuale.

La Commissione mantiene la propria proposta di revisione delle prospettive finanziarie attualmente in discussione presso il Consiglio e il Parlamento. Per il 1991, la proposta consiste, in particolare, in un aumento del massimale della rubrica 4 "Altre politiche" delle prospettive finanziarie. L'aumento comprenderebbe la creazione di una riserva di 350 Mio di ECU nell'ambito del massimale della rubrica 4, che può essere utilizzata soltanto per il finanziamento di azioni di politica estera eventualmente derivanti dal proseguimento dell'assistenza all'URSS, dagli interventi connessi con la crisi del Golfo o con altre situazioni di urgenza o di crisi.

Il programma alimentare d'urgenza a favore dell'Africa subsahariana proposto potrebbe pertanto essere finanziato prelevando dalla riserva nell'ambito del massimale della rubrica 4 proposto dalla Commissione, qualora l'autorità di bilancio dia la propria approvazione.

Conclusioni

Si propone di assegnare, nel 1991, 160 Mio di ECU ad un programma speciale di aiuto alimentare a favore delle popolazioni più minacciate dalla carestia in Africa. Il programma comporterà la fornitura di 400 000 t di equivalente cereali. Le risorse supplementari necessarie per il finanziamento del programma speciale dovranno essere reperite nell'ambito della revisione delle prospettive finanziarie, attualmente in corso.

Historical Archives of the European Commission

PROSPETTIVE IN MATERIA DI LOTTA CONTRO LA CARESTIA IN AFRICA nel 1991
(Situazione ad aprile 1991)

P A E S E	Quantità in tonnellate						
	POPOLAZIONE COLPITA	FABBISOGNO FINO AL PROSSIMO RACCOLTO	IMPEGNI CEE		ALTRE DISPONIBILITÀ E IMPEGNI COMUNICATI (2)	IMPEGNI TOTALI PER L'ANNO 1991	FABBISOGNO NON COPERTO (4)
			COMMISSIONE	STATI MEMBRI (1)			
Etiopia	5.500.000	950.000	142.000	81.200	424.900	648.100	301.900
+ profughi	1.250.000	285.000	35.500	25.200	125.300	186.000	99.000
Sudan	8.000.000	1.200.000	111.600	88.900	398.000	598.500	601.500
+ profughi	180.000	44.900	20.900	6.000	16.600	43.500	1.400
Somalia	500.000	91.200	17.000	n.c.	15.600	32.600	58.600
Liberia	1.200.000	) 230.000	) 23.300	5.000	137.300	165.600	) 64.400
+ liberiani	750.000)))
Malawi (3)	2.900.000	86.000	8.500	n.c.	11.500	20.000	66.000
+ profughi	960.000	234.000	44.500	12.600	136.300	193.400	40.600
Angola (3)	1.900.000	185.000	38.000	23.300	130.500	191.800	-
Mozambico (3)	4.000.000	713.000	160.000	63.100	397.900	621.000	92.000
Mauritania	500.000	148.000	18.000	16.000	24.600	58.600	89.400
Burkina Faso	1.500.000	127.000	24.000	14.500	23.000	61.500	65.500
Niger	1.500.000	107.000	15.000	15.000	64.400	94.400	12.600
Ciad	500.000	40.000	12.000	4.100	25.000	41.100	-
Camerun	187.000	20.000	2.940	n.c.	5.380	8.320	11.680
TOTALE	31.327.000	4.461.100	673.240	354.900	1.936.280	2.964.420	1.504.580

(1) Secondo le informazioni comunicate alla Commissione.

(2) Aiuti e impegni comunicati dagli altri donatori (USA, Canada, Australia, PAM) nonché scorte di sicurezza e ultime consegne pervenute a destinazione (compresa la CEE)

(3) Fabbisogno fino al prossimo raccolto (maggio/giugno) e impegni fino alla fine del 1991. Le prospettive relative ai raccolti nell'Africa australe permangono incerte e sono comunque già pessimistiche per quanto riguarda taluni paesi (Lesotho, Zambia, Malawi, Angola, Mozambico).

.../...

(4) Gli impegni annunciati sono lunghi dall'essere confermati e, di conseguenza, eseguiti. Secondo il PAM e la FAO, la situazione dovrebbe essere la seguente:

- Etiopia - 2/3 del fabbisogno sarebbero coperti, ma soltanto 1/3 confermato.
- Sudan - Il 50% del fabbisogno è coperto, ma soltanto 1/3 è confermato e 65 000 t verranno consegnate soltanto nel mese di marzo.
- Liberia - L'11% consegnato nel mese di marzo.
- Malawi (profughi) - Fine degli approvvigionamenti nel mese di maggio.
- Angola - Nonostante gli impegni, soltanto 50 000 t sono state consegnate.
- Mozambico - Consegnate soltanto 360 000 t.
- Niger - Consegnate soltanto 5 000 t.

n.c. = non comunicato.

Contributi comunicati dagli Stati Uniti per il 1991

Angola	40 515 t
Burkina Faso	22 000 t
Etiopia	250 000 t
Liberia e Iiberiani	136 600 t
Mozambico	191 650 t
Niger	35 000 t
Somalia	15 610 t
Sudan	331 000 t
Clad	5 000 t + 10.000 t al PAM.

ALLEGATO II

RIPARTIZIONE INDICATIVA DELLE 400 000 TONNELLATE (1)

ETIOPIA	± 100 000 t	
	50 000 t (profughi somali e))
	sudanesi))
)
SUDAN	± 140 000 t)
SOMALIA	± 20 000 t	
LIBERIANI	± 20 000 t	
MALAWI	± 15 000 t	
NIGER	± 15 000 t	
ANGOLA	± 15 000 t	
MAURITANIA	± 20 000 t	
CAMERUN	± 5 000 t	
TOTALE	400 000 t	

(1) I paesi e i quantitativi sopraindicati sono forniti a titolo indicativo; altri paesi potrebbero essere inclusi nell'elenco e i quantitativi potrebbero essere modificati in funzione dell'andamento dei raccolti e degli aiuti erogati da altri donatori.

SCHEDA FINANZIARIA

STIMA DEI FONDI SUPPLEMENTARI NECESSARI NEL 1991 PER L'ATTUAZIONE
DEL PIANO D'URGENZA A FAVORE DELL'AFRICA

Acquisti di 400 000 t di cereali a 112,5 ECU/t (prezzo medio stimato per la gamma di prodotti necessari e disponibili)	45,0 Mio di ECU
Trasporto e distribuzione di 400 000 t di cereali a 287,5 ECU/t	115,0 Mio di ECU
	<hr/>
Totale	160,0 Mio di ECU

Historical Archives of the European Commission

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

SEC(91) 769 def.

Brussel, 24 april 1991

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE AAN DE RAAD EN HET EUROPEES PARLEMENT

ter ondersteuning van de besluitvorming met betrekking tot
de herziening van de financiële vooruitzichten

VOORSTEL VOOR EEN BIJZONDER PROGRAMMA VOOR DE LEVERING VAN VOEDSELHULP
AAN AFRIKA



Vanaf eind 1990 werden de eerste tekenen waargenomen van een omvangrijk voedseltekort in Afrika ten zuiden van de Sahara. De Raad Ontwikkeling van 5 november 1990 had reeds gewezen op het reële gevaar van een hongersnood op een schaal die nog nooit eerder was vertoond in de Hoorn van Afrika als gevolg van de droogte en de politieke gebeurtenissen waardoor deze regio wordt geteisterd.

De Hoorn van Afrika is evenwel niet de enige regio die door deze droogte wordt getroffen, ook Zuidelijk Afrika, inclusief de regio's die van oudsher in hun eigen behoeften voorzien en zelfs produkten uitvoeren, zoals de Sahel en West-Afrika, hebben momenteel te kampen met grote tekorten die vragen om onmiddellijke en omvangrijke voedselhulp.

De Raad Buitenlandse Zaken van 15 april "erkende de noodzaak van extra hulp aan Afrika en gaf de Commissie opdracht tot het doen van een concreet voorstel voor een dergelijke verhoging, waarvan een deel in mindering dient te worden gebracht op de communautaire begroting".

Voorts nam het Europese Parlement in zijn zitting van april een resolutie aan inzake "Honger in Afrika", waarin het de Commissie en de Raad verzocht een speciaal programma en budget voor Afrika uit te werken zodat er naast de normale voedselhulp wordt gezorgd voor extra middelen voor de door hongersnood bedreigde bevolkingen.

De Commissie heeft een raming van de bedreigde bevolkingen en hun voedselbehoeften opgemaakt. Daarin is sprake van 31 miljoen getroffen en voedselhulpbehoeften van 4,5 miljoen ton, voornamelijk in de vorm van graanprodukten.

Met de gezamenlijke toezegging van de donors wordt thans 2 miljoen ton (d.i. minder dan 50 % van de behoeften) gedekt en zou tot 3 miljoen ton (d.i. 68 % van de behoeften) kunnen worden gedekt, indien de niet-bevestigde toezeggingen worden meegerekend; dan blijft nog een niet-gedekt tekort over dat tussen de 1,5 en 2 miljoen ton ligt.

Om de Gemeenschap in staat te stellen omvangrijke hulp aan de bevolkingen van de het meest bedreigde landen te bieden en te voorzien in hun thans niet-gedekte voedselhulpbehoeften wordt door de Commissie een bijzonder programma voor de levering van voedselhulp aan Afrika voorgesteld.

In dit kader moet de deelneming van de Gemeenschap van de Twaalf aan de internationale hulpactie ten behoeve van Afrika worden gespreid over de Gemeenschap en de Lid-Staten, aanpak die ook in 1984 werd gevolgd met het Programma van Dublin en zeer onlangs nog met de spoedhulp aan de Koerden.

Met de actie van de Twaalf zou in 35 tot 40 % van de totale behoeften worden voorzien; dit percentage is het relatieve aandeel van de Gemeenschap en haar Lid-Staten in andere internationale hulpacties (vgl. de hulp aan de Koerden waarvan de Twaalf 150 miljoen ecu op de 400 miljoen ecu voor hun rekening nemen, d.i. 37,5 % van het totaal). De omvang van de behoeften van Afrika ten zuiden van de Sahara in aanmerking nemend, zou het hier gaan om hoeveelheden tussen de 1,5 en 1,8 miljoen ton. De spreiding Gemeenschap/Lid-Staten zou ongeveer 2/3 - 1/3 zijn.

Gezien de reeds genomen of lopende besluiten moet worden gedacht aan extra hoeveelheden die voor de Gemeenschap 400.000 ton (160 miljoen ecu) en voor de Lid-Staten tussen de 150.000 en 250.000 ton (60 tot 100 miljoen ecu) zouden bedragen. Bij de aanvullende actie van de Twaalf zou het dus gaan om een bedrag van ten minste 220 miljoen ecu, waarvan 160 miljoen voor rekening van de EG en 60 miljoen voor rekening van de Lid-Staten zou komen.

Voorgesteld wordt om de coördinatie van de communautaire en de nationale acties door de Commissie te blijven doen plaatsvinden. Een eerste coördinatie zou kunnen plaatsvinden in de komende bijeenkomst van het Comité Voedselhulp van 25 april.

Historical Archives of the European Commission

1. Huidige situatie en maatregelen van de Gemeenschap

In de meest recente ramingen van de Commissie aangaande de door hongersnood bedreigde bevolkingen en hun voedselbehoeften is sprake van 31 miljoen getroffen en een behoefte aan voedselhulp van 4,5 miljoen ton, voornamelijk in de vorm van graanprodukten. Rekening houdend met de huidige toezeggingen van internationale donors ligt het niet-gedekte tekort tussen de 1,5 en 2 miljoen ton. Hoewel het bij deze cijfers om ramingen gaat, werd een en ander geverifieerd met de delegaties van de Commissie, de FAO, het Wereldvoedselprogramma van de Verenigde Naties, de Verenigde Staten en Canada. De ramingen van de verschillende bronnen waarop een beroep werd gedaan, stemmen in hoge mate overeen zowel voor wat betreft de getroffen en als voor wat betreft de behoeften (zie bijlage 1).

In het kader van haar eind 1990 zeer beperkte reserves nam de Gemeenschap vanaf december een aantal besluiten naar aanleiding van de uit de Sahel binnengekomen verzoeken om spoedhulp. In januari en begin februari 1991 werden spoedtoewijzingen voor de Soedan, Ethiopië, Burkina Faso en Kameroen goedgekeurd met het oog op de onmiddellijke uitvoering en aankomst ter plaatse van de leveringen in de eerste maanden van het jaar.

In totaal werd aan deze landen 120.800 ton graan als spoedhulp toegewezen. Rekening houdend met zowel de normale in 1991 voor Afrika geprogrammeerde hulp, waarover thans wordt beslist, als bovengenoemde hulp van 1990 behelst de huidige hulpactie van de EG ongeveer 675.000 ton graan, waarbij moet worden opgeteld de bilaterale hulp van de Lid-Staten, die op ongeveer 355.000 ton wordt geraamd. De Verenigde Staten van hun kant kondigden de uitvoering van een spoedprogramma aan dat alleen voor 1991 al ongeveer 1,05 miljoen ton omvat (zie bijlage 1).

2. Voorstel voor een bijzonder programma

Het voor 1991 voorgestelde bijzondere speciale programma moet minstens 400.000 ton graanequivalenten omvatten. Wanneer deze hoeveelheden worden opgeteld bij de reeds gedane of lopende toezeggingen dekt de Gemeenschap ongeveer 25 % van de behoeften van de het zwaarst getroffen bevolkingen in Afrika ten zuiden van de Sahara. Volgens de Commissie is dit een hoeveelheid die kan worden verwerkt door de nog beschikbare interne vervoermogelijkheden en de distributiemogelijkheden van de internationale en niet-gouvernementele organisaties met inachtneming van de hulp waartoe reeds werd besloten en die thans wordt geleverd.

De Commissie raamt de kredieten die nodig zijn voor de aankoop, het vervoer en de distributie van de voorgestelde aanvullende 400.000 ton op 160 miljoen ecu. Voorts is het mogelijk dat er aanvullende middelen nodig blijken ter dekking van de te verwachten stijging van de transport- en distributiekosten van de hulp aan de slachtoffers van de hongersnood voor reeds geplande of in uitvoering zijnde acties.

De kosten die voor het EOGFL zijn gemoeid met de over de 400.000 ton graan te betalen restituties zullen wel 49 miljoen ecu bedragen. Aangezien deze tonnages evenwel in mindering komen op het graanoverschot dat hoe dan ook zal moeten worden weggewerkt, zijn de extra kosten verbonden aan de operatie nihil.

De hulp in het kader van het bijzondere programma vormt een aanvulling op de reeds voor de betrokken landen geplande acties. De indicatieve verdeling van de extra 400.000 ten voor de het zwaarst getroffen landen wordt in bijlage II gegeven.

3. Financiering van het bijzondere programma

De uitvoering van het voedselhulpprogramma wordt momenteel voornamelijk gekenmerkt door twee factoren :

- na een periode waarin de prijzen onder de voor de vaststelling van de begroting 1991 aangehouden prijzen lagen, stelt de Commissie een duidelijke tendentie tot een nieuwe prijsstijging, met name voor graanprodukten vast,
- voorts stelt zij een dramatische stijging van de transport- en distributiekosten vast voor de meeste bestemmingen, met name wanneer het gaat om spoedacties; indien men werkelijk wil helpen, moet men namelijk de volledige kosten tot aan de slachtoffers van de hongersnood voor zijn rekening nemen. Deze kostenstijging moet worden toegeschreven aan de steeds moeilijker omstandigheden waarmee de vervoerondernemers en de distribuerende organisaties worden geconfronteerd (vervoersinfrastructuur in steeds slechtere toestand of afwezig, burgeroorlog, opgelegde niet-realistische wisselkoersen, enz.), met name in de het zwaarst getroffen landen, zoals de Soedan en Ethiopië.

De combinatie van deze twee factoren zal naar alle waarschijnlijkheid leiden tot een duidelijk tekort van de voor het vervoer beschikbare begrotingsmiddelen. De Commissie heeft momenteel nog niet gezien hoe dit tekort kan worden aangevuld zonder dat dit ernstige gevaren oplevert voor de voor de levering van de verschillende produkten beschikbare kredieten. Op grond van dit tekort en de onzekerheid omtrent zijn dekking is financiering van het bijzondere programma via het voedselhulpbudget van 1991 in zijn huidige vorm uitgesloten.

De Commissie handhaaft haar voorstel tot herziening van de financiële vooruitzichten dat thans in behandeling is bij de Raad en het Parlement. Voor 1991 bestaat dit voorstel met name in een verhoging van het maximum van rubriek 4 "Andere beleidsmaatregelen" van de financiële vooruitzichten. Deze verhoging zou met name de vorming van een reserve van 350 miljoen ecu onder het maximum van rubriek 4 omvatten. Deze marge mag slechts worden gebruikt voor de financiering van maatregelen inzake het buitenlands beleid "die kunnen voortvloeien uit de voortzetting van de hulp aan de Sovjet-Unie, acties verband houdende met de Golfcrisis of andere spoed- of crisissituaties".

Het voorgestelde spoedprogramma voor de levering van voedselhulp aan Afrika ten zuiden van de Sahara zou dus kunnen worden gefinancierd door, zoals de Commissie voorstelt, een beroep te doen op de reserve onder het maximum van rubriek 4, voor zover de begrotingsautoriteit het hiermee eens is.

Conclusie

Voorgesteld wordt om in 1991 160 miljoen ecu te bestemmen voor een bijzonder programma voor de levering van voedselhulp aan de het meest door hongersnood bedreigde bevolkingen in Afrika. Dit programma omvat de levering van 400.000 ton graanequivalenten.

De aanvullende middelen die nodig zijn voor de financiering van dit bijzondere programma zullen worden vrijgemaakt in het kader van de lopende herziening van de financiële vooruitzichten.

Historical Archives of the European Commission

VOORUITZICHTEN HONGERSNOODBESTRIJDING IN AFRIKA IN 1991
(Situatie april 1991)

L A N D	Hoeveelheden in ton						
	BETROFFEN BEVOLKING	BEHOEFTE TOT AAN DE VOLGENDE OOGSTEN	TOEZEGGINGEN EEG		VERDERE BESCHIKBARE HOEVEELHEDEN EN GEDANE TOEZEGGINGEN (2)	TOTALE TOEZEGGINGEN VOOR 1991	NIET-GEDEKTE BEHOEFTE (4)
			COMMISSIE	LID-STATEN (1)			
Ethiopië	5.500.000	950.000	142.000	81.200	424.900	648.100	301.900
+ vruchtelagen	1.250.000	285.000	35.500	25.200	125.300	186.000	90.000
Soedan	8.000.000	1.200.000	111.600	88.900	398.000	598.500	601.500
+ vruchtelagen	100.000	44.900	20.900	6.000	16.600	43.500	1.400
Somalie	500.000	91.200	17.000	n.c.	15.600	32.600	58.600
Liberia	1.200.000	) 230.000	) 23.300	5.000	137.300	165.600	) 64.400
+ Liberiaanen	750.000)))
Malawi (3)	2.900.000	86.000	8.500	n.c.	11.500	20.000	66.000
+ vruchtelagen	960.000	234.000	44.500	12.600	136.300	193.400	40.600
Angola (3)	1.900.000	185.000	38.000	23.300	130.500	191.800	-
Mozambique (3)	4.000.000	713.000	160.000	63.100	397.900	621.000	92.000
Mauritanië	500.000	148.000	18.000	16.000	24.600	58.600	89.400
Burkina Faso	1.500.000	127.000	24.000	14.500	23.000	61.500	65.500
Niger	1.500.000	107.000	15.000	15.000	64.400	94.400	12.600
Tsjaad	500.000	40.000	12.000	4.100	25.000	41.100	-
Namibië	187.000	20.000	2.940	n.c.	5.380	8.320	11.680
TOTAAL	31.327.000	4.461.100	673.240	354.900	1.936.280	2.964.420	1.504.580

(1) Volgens de aan de Commissie verstrekte gegevens.

(2) Aangekondigde hulp en gedane toezeggingen van de overige donoren (VS, Canada, Australië, WVP) alsmede noodvoorraden en laatste aangekomen leveringen (met inbegrip EEG).

(3) Behoeften tot aan de volgende oogst in mei/juni en toezeggingen tot eind 1991. De oogstprognoses in Zuidelijk Afrika zijn nog steeds onzeker en zien er in elk geval voor enkele landen (Lesotho, Zambia, Malawi, Mozambique) reeds somber uit.

(4) De gedane toezeggingen zijn verre van bevestigd en geleverd. Volgens het WVP en de FAO is de toestand als volgt :

- Ethiopië - 2/3 van de behoeften zou zijn gedekt, maar slechts 1/3 is bevestigd.
- Soedan - 50 % van de behoeften is gedekt, maar slechts 1/3 is bevestigd en 65.000 ton wordt pas in maart geleverd.
- Liberia - 11 % wordt in maart geleverd.
- Malawi (vluchtelingen) - onderbreking van de bevoorrading in mei.
- Angola - ondanks de toezeggingen, is slechts 50.000 ton geleverd.
- Mozambique - er is slechts 360.000 ton geleverd.
- Niger - er is slechts 5.000 ton geleverd.

n.c. = niet medegedeeld

Aangekondigde bijdragen van de Verenigde Staten voor 1991

Angola	40.515 ton
Burkina Faso	22.000 ton
Ethiopië	250.000 ton
Liberia et Liberianen	136.600 ton
Mozambique	191.650 ton
Niger	35.000 ton
Somalië	15.610 ton
Soedan	331.000 ton
Tsjaad	5.000 ton + 10.000 ton aan WVP

Historical Archives of the European Commission

BIJLAGE II

INDICATIE VERDELING VAN DE 400.000 TON (1)

ETHIOPIE	± 100.000 ton 50.000 ton (Somalische en Soedanese vluchtelingen)
SOEDAN	± 140.000 ton
SOMALIE	± 20.000 ton
LIBERIANEN	± 20.000 ton
MALAWI	± 15.000 ton
NIGER	± 15.000 ton
ANGOLA	± 15.000 ton
MAURITANIE	± 20.000 ton
KAMEROEN	± 5.000 ton
TOTAAL	± 400.000 ton

(1) Bovenstaande landen en hoeveelheden worden ter indicatie gegeven, maar er kunnen nog andere landen worden toegevoegd en de hoeveelheden kunnen worden gewijzigd naargelang de verwachte oogsten en de hulp van andere donors.

Historical Archives of the European Commission

FINANCIEEL MEMORANDUM

RAMING VAN DE EXTRA MIDDELEN DIE IN 1991 NODIG ZIJN VOOR DE
TENUITVOERLEGGING VAN HET SPOEDPROGRAMMA TEN BEHOEVE VAN AFRIKA

Aankoop van 400.000 ton graan ad 112,5 ecu/ton (gemiddelde geraamde prijs voor het gamma benodigde en beschikbare produkten)	45,0 miljoen ecu
Vervoer en distributie van 400.000 ton graan ad 287,5 ecu/ton	115,0 miljoen ecu

totaal	160,0 miljoen ecu

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

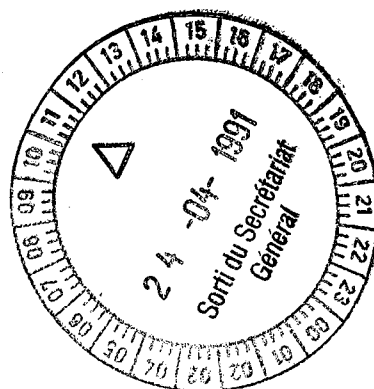
SEC(91) 769 final

Brussels, 19 April 1991

COMMUNICATION FROM THE COMMISSION TO THE COUNCIL AND THE EUROPEAN PARLIAMENT

to assist in
the decision relative to the revision of the financial perspectives.

Proposal for a Special Programme of Food Aid for Africa.



Explanatory Memorandum.

The signs of a large-scale food crisis in Sub-Saharan Africa have been evident since the end of 1990. The Development Council of 5 November 1990 had already underlined the real danger of an unprecedented famine raging in the Horn of Africa due to drought and linked to the political situation.

The Horn of Africa is not alone in suffering the effects of this drought. Southern Africa, including countries which have traditionally been self-sufficient or even exporters, the Sahel and West Africa are currently experiencing severe shortages which require immediate and important food aid allocations.

The Foreign Affairs Council of 15 April "recognized the need for an increase in emergency food aid for Sub-Saharan Africa and instructed the Commission to submit as quickly as possible a concrete proposal for such an increase, part of which will be charged to the Community budget".

Furthermore, the European Parliament, at its April session, adopted a Resolution on "Famine in Africa" asking the Commission and Council to establish a Special Programme and a budget for Africa so that the populations threatened by famine would have access to resources additional to normal food aid.

The Commission has made an estimate of the population threatened and of their food needs. This estimate shows 31 million people affected and food aid needs of some 4.5 million tonnes, essentially cereals.

The combined response of donors currently amounts to 2 million tonnes (that is less than 50 % of needs) and could be as much as 3 million tonnes (that is 68 % of needs), if one takes account of unconfirmed intentions, which leaves an uncovered deficit at a level of 1.5 to 2 million tonnes.

The Commission is proposing a Special Programme of food aid for Africa to allow the Community to make a significant aid contribution for the people of the most affected countries and currently uncovered food needs.

In this framework, the participation of the Community of Twelve in the international effort for Africa should include both Community and national actions, as was the case in 1984 for the Dublin Plan and, recently, for emergency aid for the Kurds.

The overall effort of the Twelve should cover 35 to 40 % of total needs, this amount representing the relative share of the Community and its Member States in other international efforts (for aid to the Kurds the Twelve are providing 150 MECU out of 400, that is 37.5 % of the total). In view of the extent of needs in Sub-Saharan Africa, that would mean the quantities would be between 1.5 and 1.8 million tonnes. The Community/Member States breakdown would be approximately 2/3 - 1/3.

Given the decisions already taken or in the pipeline, extra quantities of 400,000 tonnes for the Community (160 MECU) and 150,000 - 250,000 tonnes (60 - 100 MECU) for the Member States should be envisaged. The additional effort of the Twelve would thus amount to a minimum of 220 MECU of which 160 million EC and 60 million Member States.

It is proposed that the Commission continue the coordination of the Community and national actions. A first coordination could take place at the next meeting of the Food Aid Committee on 25 April.

Historical Archives of the European Commission

1. Current situation and Community action.

The latest Commission estimates of people threatened by famine and their food needs show 31 million people affected and food needs of some 4.5 million tonnes, essentially cereals. Taking into account the current commitments of international donors, the uncovered deficit is around 1.5 to 2 million tonnes. These figures, while only approximate, have been checked with Commission Delegations, the FAO, the U.N. World Food Programme, the United States and Canada. The estimates from different sources are similar both for the numbers affected and for the needs (see annex I).

From December 1990 the Community used the very limited end of the year-end reserves to take a number of decisions in response to emergency aid requests received from the Sahel. In January and early February 1991, emergency allocations for Sudan, Ethiopia, Burkina Faso and Cameroon were approved to allow immediate execution and arrival during the first months of the year.

In all 120,800 tonnes of cereals were allocated to these countries as emergency aid. Taking account also of the normal allocations programmed for Africa in 1991 and in the pipeline, as well as the 1990 allocations mentioned above, the current effort of the EC amounts to about 675,000 tonnes of cereals to which should be added a bilateral effort of the Member States estimated at about 355,000 tonnes. The United States, for their part, have announced an emergency plan of about 1.05 million tonnes for 1991 alone (see annex I).

2. Proposal for a Special Programme.

The Special Programme proposed for 1991 should amount to a minimum of 400,000 tonnes cereal equivalent. Adding these quantities to commitments already made or in the pipeline, the Community would cover about 25 % of the needs of the most affected populations in Sub-Saharan Africa. In the view of the Commission, this quantity corresponds to the available internal transport and distribution capacities of international and non-governmental organisations, taking account of the aid already decided or being delivered.

The Commission estimates the credits necessary for the purchase, transport and distribution of the additional 400,000 tonnes proposed at 160 MECU. Furthermore, additional resources could be necessary to cover the foreseeable rise in the cost of transport and distribution of aid for famine victims already planned or underway.

The cost for the EAGGF of refunds on 400,000 tonnes of cereals could amount to 49 MECU. As these quantities reduce the cereal surplus for which outlets would have to be found in any case, there would be no additional cost from the operation.

The implementation of the aid in the Special Programme should be additional to actions already planned for the countries concerned. The indicative breakdown of the extra 400,000 tonnes for the most affected countries may be found in annex II.

3. Financing the Special Programme.

At the present time, two factors are particularly noteworthy in the execution of the food aid programme :

- After a period when prices were lower than those used in establishing the 1991 budget, the Commission noted a clear tendency for prices to rise, especially for cereals.
- A dramatic increase on transport and distribution costs for most destinations, especially for emergency actions, bearing the full cost of transport to victims being indispensable of one really wishes to help. This is due to increasingly difficult conditions facing transporters and distribution organisations (transport infrastructure deteriorated or lacking, civil war, unreal exchange rates imposed etc.), especially in the most affected countries such as Sudan and Ethiopia.

The combination of these two factors will most likely result in an overall deficit in budgetary means available for transport. At the present time, the Commission has not yet decided how this deficit could be covered without risking serious cuts in the credits available for the supply of different products. Because of this deficit and the uncertainties concerning how it will be covered, it is not possible to finance the Special Programme from the 1991 food aid budget in its present state.

The Commission maintains its proposal to revise the Financial Perspectives currently under discussion in the Council and Parliament. For 1991, this proposal consists in particular of an increase in the Ceiling of category 4 "Other Policies" of the Financial Perspectives. This increase would include in particular the creation of a reserve of 350 MECU under the ceiling of category 4. This margin could only be used to finance external policy actions "which would result from continuing assistance to the U.S.S.R., actions linked to the crisis in the Gulf or for other emergency or crisis situations".

The proposed emergency food aid programme for Sub-Saharan Africa could thus be financed by using the reserve under category 4 proposed by the Commission if the Budgetary Authority agrees.

Conclusion

It is proposed to allocate in 1991 160 million ECU to a Special Programme of food aid for the populations most threatened by famine in Africa. This programme will consist of the supply of 400,000 tonnes cereal equivalent.

The additional resources necessary for the financing of this Special Programme should be made available in the framework of the revision of the Financial Perspectives.

Historical Archives of the European Commission

PERSPECTIVES FOR THE FIGHT AGAINST HUNGER IN AFRICA IN 1991
(Situation April 1991)

C O U N T R Y	Quantity in tonnes						UNCOVERED NEEDS (4)
	AFFECTED POPULATION	NEEDS TILL NEXT HARVEST	EC COMMITMENTS		OTHER ANNOUNCED AVAILABILITIES AND COMMITMENTS (2)	TOTAL COMMITMENTS FOR 1991	
			COMMISSION	MEMBER STATES (1)			
Ethiopia	5.500.000	950.000	142.000	81.200	424.900	648.100	301.900
+ refugees	1.250.000	285.000	35.500	25.200	125.300	186.000	99.000
Sudan	8.000.000	1.200.000	111.600	88.900	398.000	598.500	601.500
+ refugees	180.000	44.900	20.900	6.000	16.600	43.500	1.400
Somalia	500.000	91.200	17.000	n.c.	15.600	32.600	58.600
Liberia	1.200.000	) 230.000	) 23.300	5.000	137.300	165.600	) 64.400
+ liberians	750.000)))
Malawi (3)	2.900.000	86.000	8.500	n.c.	11.500	20.000	66.000
+ refugees	960.000	234.000	44.500	12.600	136.300	193.400	40.600
Angola (3)	1.900.000	185.000	38.000	23.300	130.500	191.800	-
Mozambique (3)	4.000.000	713.000	160.000	63.100	397.900	621.000	92.000
Mauritania	500.000	148.000	18.000	16.000	24.600	58.600	89.400
Burkina Faso	1.500.000	127.000	24.000	14.500	23.000	61.500	65.500
Niger	1.500.000	107.000	15.000	15.000	64.400	94.400	12.600
Chad	500.000	40.000	12.000	4.100	25.000	41.100	-
Cameroon	187.000	20.000	2.940	n.c.	5.380	8.320	11.680
TOTAL	31.327.000	4.461.100	673.240	354.900	1.936.280	2.964.420	1.504.580

n.c. not communicated.

(1) According to information given to the Commission.

(2) Assistance and commitments announced by other donors (USA, Canada, Australia, WFP) and security stocks, as well as last deliveries arrived (EC included).

.../...

(3) Needs till next harvest in May/June and commitments till end of year 1991. Crop perspectives in Southern Africa are still uncertain and pessimistic in some countries (Lesotho, Zambia, Angola, Mozambique, Malawi).

(4) Commitments announced are not confirmed and therefore not certain be delivered - According to WFP and FAO,

- Ethiopia - 2/3 of needs covered but only 1/3 confirmed
- Sudan - 50% needs covered but only 1/3 confirmed and only 65,000 t delivered by March
- Liberia - 11% delivered in March
- Malawi (refugees) - breakdown in supply during May
- Angola - in spite of commitments, only 50,000 T delivered
- Mozambique - only 360,000 T delivered
- Niger - only 5,000 T delivered.

Contributions announced by United States for 1991

Angola	40.515 T
Burkina Faso	22.000 T
Ethiopia	250.000 T
Liberia and Liberians	136.600 T
Mozambique	191.650 T
Niger	35.000 T
Somalia	15.610 T
Sudan	331.000 T
Chad	5.000 T + 10.000 T to WFP.

Historical Archives of the European Commission

INDICATIVE BREAKDOWN OF 400,00 T (1)

ETHIOPIA	± 100,000 T	
	50,000 T	(somalian and)
		sudanese)
		refugees)
SUDAN	± 140,000 T)
SOMALIA	± 20,000 T	
LIBERIANS	± 20,000 T	
MALAWI	± 15,000 T	
NIGER	± 15,000 T	
ANGOLA	± 15,000 T	
MAURITANIA	± 20,000 T	
CAMEROON	± 5,000 T	
TOTAL	400,000 T	

(1) Countries and quantities are indicative. Other countries could be added and quantities modified in view of harvests and other donors' deliveries.

Financial annex

ESTIMATE OF SUPPLEMENTARY MEANS NECESSARY IN 1991 FOR THE
IMPLEMENTATION OF THE SPECIAL PLAN FOR AFRICA

Purchase of 400,000 T cereals at 112.5 Ecu/T (average estimated price for necessary and available products)	45.0 MECU
Transport and distribution of 400,000 T cereals at 287.5 Ecu/T	115.0 MECU
	<hr/>
TOTAL	160.0 MECU

Historical Archives of the European Commission

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

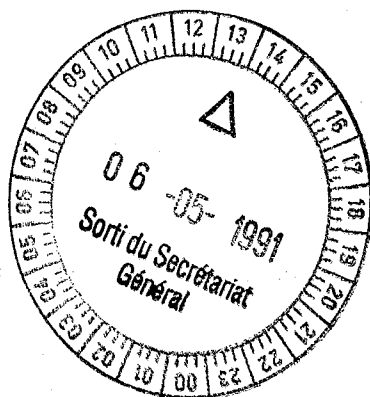
SEC(91) 769 final

Bruselas, 24 de abril de 1991

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO

en apoyo de la adopción de una decisión relativa
a la revisión de las perspectivas financieras

PROPUESTA DE PROGRAMA ESPECIAL DE AYUDA ALIMENTARIA
PARA ÁFRICA



Desde finales de 1990 han aparecido signos de una crisis alimentaria de gran envergadura en el África Subsahariana. El Consejo de Desarrollo de 5 de noviembre de 1990 ya había subrayado el peligro real de una hambruna sin precedentes en el Cuerno de África, provocada por la sequía y unida a la situación política, imperante en la región.

Sin embargo, el Cuerno de África no es la única zona en la que se sufren las consecuencias de esta sequía: el África Austral, incluidos los países tradicionalmente autosuficientes y hasta exportadores, el Sahel y el África Occidental padecen en la actualidad una gran escasez de alimentos que requiere ayuda alimentaria inmediata y en grandes cantidades.

El Consejo de Asuntos Exteriores de 15 de abril "reconoce la necesidad de ofrecer una ayuda adicional a África y ha dado un mandato a la Comisión para que le presente una propuesta concreta para este incremento, una parte del cual deberá imputarse al presupuesto comunitario".

Por otra parte, en su período de sesiones de abril, el Parlamento Europeo ha adoptado una Resolución "Hambre en África" en la que se solicita a la Comisión y al Consejo que creen un programa especial y un presupuesto para África con el fin de que las poblaciones amenazadas por el hambre tengan acceso a recursos adicionales con relación a las ayudas alimentarias normales.

La Comisión ha realizado un cálculo de la población amenazada y de sus necesidades alimentarias. Esta estimación ofrece una cifra de 31 millones de personas afectadas y una ayuda alimentaria que se eleva a 4,5 millones de toneladas de productos cerealistas, principalmente.

En la actualidad, la respuesta combinada de los donantes alcanza un volumen de 2 millones de toneladas (menos del 50% de las necesidades) y podría alcanzar hasta casi 3 millones de toneladas (lo que supondría el 68% de las necesidades), si tenemos en cuenta las intenciones no confirmadas, con lo que quedaría un déficit sin cubrir de entre 1,5 y 2 millones de toneladas.

Con el fin de que la Comunidad pueda aportar una ayuda significativa a las poblaciones de los países más afectados y a sus necesidades alimentarias no cubiertas hasta ahora, la Comisión ha propuesto un Programa Especial de Ayuda Alimentaria para África.

En este contexto, la participación de la Comunidad de los Doce en la ayuda internacional a África debería constar, por una parte, de iniciativas comunitarias y, por otra, de intervenciones nacionales, como ya sucedió en 1984 con el Plan de Dublín y, muy recientemente, con la ayuda de urgencia a los kurdos.

En su conjunto, la intervención de los Doce debería cubrir entre un 35 y un 40% de las necesidades globales, importe que representa la parte relativa de la Comunidad y de sus Estados miembros en otros esfuerzos de ayuda internacional (es el caso de ayuda a los kurdos en la que los Doce cubren 150 millones de ecus de los 400 totales, es decir, el 37,5% del total). Habida cuenta de la magnitud de las necesidades del Africa Subsahariana, esto significaría cantidades que oscilarían entre 1,5 y 1,8 millones de toneladas. El reparto Comunidad/Estados miembros sería aproximadamente de 2/3 - 1/3.

A la vista de las decisiones ya adoptadas o en curso de adopción, se debería considerar la posibilidad de ofrecer cantidades adicionales de 400.000 toneladas por parte de la Comunidad (160 millones de ecus) y de 150.000 a 250.000 toneladas (60 a 100 millones de ecus) por parte de los Estados miembros. Por consiguiente, la intervención adicional de los Doce alcanzaría un importe mínimo de 220 millones de ecus de los que 160 procederían de la CEE y 60 de los Estados miembros.

Se propone que la Comisión siga coordinando las intervenciones comunitarias y las nacionales. Durante la próxima reunión del Comité de Ayuda Alimentaria, que se celebrará el 25 de abril, se podrá llevar a cabo una primera coordinación.

Historical Archives of the European Commission

1. Situación actual e intervención de la Comunidad

Las estimaciones más recientes de la Comisión en relación con las poblaciones amenazadas de hambre y sus necesidades alimentarias establecen un cálculo de 31 millones de personas afectadas y unos volúmenes de ayuda alimentaria que se elevan a 4,5 millones de toneladas de productos, básicamente cerealistas. Habida cuenta de los datos actuales facilitados por los donantes internacionales, el déficit sin cubrir se sitúa entre 1,5 y 2 millones de toneladas. A pesar de tratarse de estimaciones, estas cifras han sido verificadas con las Delegaciones de la Comisión, la FAO, el Programa Mundial de Alimentos de las Naciones Unidas, los Estados Unidos y Canadá. Las estimaciones de las diferentes fuentes utilizadas coinciden en gran medida (véase Anexo I), tanto por lo que se refiere a las poblaciones afectadas como a las necesidades.

En el marco de sus limitadísimas reservas a finales de 1990, la Comunidad adoptó a partir del mes de diciembre una serie de decisiones en respuesta a las solicitudes de ayuda de emergencia que se recibían del Sahel. En enero y principios de febrero de 1991, se aprobaron asignaciones de urgencia en favor de Sudán, Etiopía, Burkina Faso y Camerún para hacer posible la realización de ejecuciones inmediatas y la llegada de mercancías durante los primeros meses del año.

En total, se asignaron urgentemente a estos países 120.800 toneladas de cereales. Asimismo, habida cuenta de las ayudas normales programadas para Africa en 1991 y en fase de decisión, así como de las ayudas de 1990 anteriormente mencionadas, la intervención actual de la CE se eleva aproximadamente 675.000 toneladas de cereales, a la que se ha de añadir una ayuda bilateral de los Estados miembros que se estima en unas 355.000 toneladas. Por su parte, los Estados Unidos han anunciado un plan de urgencia de alrededor de 1,05 millones de toneladas únicamente para el año 1991 (véase Anexo I).

2. Propuesta de Programa Especial

El Programa Especial propuesto para 1991 debe constar de un mínimo de 400.000 toneladas de equivalente cereales. Si se añaden estas cantidades a los compromisos ya adoptados o en fase de adopción, la Comunidad cubriría aproximadamente el 25% de las necesidades de las poblaciones más afectadas del Africa Subsahariana. La Comisión considera que esta cantidad corresponde a las posibilidades aún utilizables de transporte interno y de distribución de las organizaciones internacionales y no gubernamentales, habida cuenta de las ayudas ya acordadas y en fase de entrega.

La Comisión evalúa en 160 millones de ecus los créditos necesarios para la adquisición, el transporte y la distribución de las 400.000 toneladas adicionales propuestas. Además, podría revelarse necesaria la asignación de recursos adicionales para cubrir el previsible incremento de los costes de transporte y de distribución de las ayudas a las víctimas del hambre para las intervenciones ya previstas o en fase de realización.

El coste para el FEOGA de las restituciones que habrá de abonar por las 400.000 toneladas de cereales podría elevarse a 49 millones de ecus. Dado que estos tonelajes se deducen del excedente de cereales al que habría que dar salida en cualquier caso, la operación no supondrá coste adicional alguno.

La ejecución de la ayuda del Programa Especial deberá servir de complemento a las intervenciones ya previstas para los países en cuestión. En el Anexo II, figura la distribución indicativa de las 400.000 toneladas adicionales para los países más afectados.

3. Financiación del Programa Especial

En la actualidad, la ejecución del programa de ayuda alimentaria se caracteriza fundamentalmente por dos factores.

- Tras un período en el que los precios se situaban por debajo de los precios manejados para la elaboración del Presupuesto de 1991, la Comisión constata que existe una tendencia neta a un nuevo incremento de precios, especialmente para los productos cerealistas;
- un incremento dramático de los costes de transporte y de distribución para la mayoría de los destinos, especialmente en el caso de las operaciones de urgencia, por lo que, si se quiere ayudar realmente, es indispensable que se financie el coste de todas las operaciones hasta que la ayuda llega a las víctimas del hambre. Este incremento se debe a que los transportistas y las organizaciones de distribución se han debido enfrentar a unas condiciones cada vez más difíciles (infraestructura degradada o escasa de transportes, guerra civil, aplicación de tipos de cambio irrealistas, etc), especialmente en los países más afectados como Sudán y Etiopía.

Con toda probabilidad, la conjugación de estos dos factores se saldará con un déficit neto de los medios presupuestarios disponibles para los transportes. Hasta este momento, la Comisión aún no ha decidido como podría enjugar este déficit sin que se corra el riesgo de que se produzcan recortes importantes en los créditos disponibles para el suministro de los diferentes productos. Debido a este déficit y a las inciertas perspectivas sobre su cobertura, queda excluida la posibilidad de que el Programa Especial pueda ser financiado con cargo al presupuesto de ayuda alimentaria de 1991 tal como se presenta en la actualidad.

La Comisión mantiene su propuesta de revisión de las Perspectivas Financieras que actualmente se discuten en el Consejo y el Parlamento. Para 1991, esta propuesta consiste especialmente en un incremento del límite máximo de la rúbrica 4 "Otras políticas" de las Perspectivas Financieras. Este incremento incluiría especialmente la creación de una reserva de 350 millones de ecus en el marco del límite máximo de la rúbrica 4. Este margen sólo puede ser utilizado para la financiación de acciones de política exterior "que puedan ser el resultado del proceso de ayuda a la URSS, de las actividades relacionadas con la crisis del Golfo o de otras situaciones de urgencia o de crisis".

Por consiguiente, el Programa Alimentario de Urgencia para el Africa Subsahariana propuesto se podría financiar recurriendo a la reserva en el marco del límite máximo de la rúbrica 4 propuesto por la Comisión, siempre que así lo acuerde la Autoridad Presupuestaria.

Conclusión

Se propone la asignación en 1991 de 160 millones de ecus destinados a un Programa Especial de Ayuda Alimentaria para las poblaciones más amenazadas por el hambre en Africa. Este programa consistirá en el suministro de 400.000 toneladas de equivalente en cereales.

Los recursos adicionales que se necesitan para la financiación de este Programa Especial deberán proceder de la revisión en curso de las Perspectivas Financieras.

Historical Archives of the European Commission

PERSPECTIVAS DE LUCHA CONTRA EL HAMBRE EN AFRICA EN 1991
(Situación en abril de 1991)

PAÍSES	Cantidades en toneladas						
	POBLACIÓN AFECTADA	NECESIDADES HASTA LAS PRÓXIMAS COSECHAS	COMPROMISOS CEE		OTRAS DISPONIBILIDADES Y COMPROMISOS ANUNCIADOS (2)	COMPROMISOS TOTALES PARA EL AÑO 1991	NECESIDADES SIN CUBRIR (4)
			COMISIÓN	ESTADOS MIEMBROS (1)			
Etiopía	5.500.000	950.000	142.000	81.200	424.900	648.100	301.900
+ refugiados	1.250.000	285.000	35.500	25.200	125.300	186.000	99.00
Sudán	8.000.000	1.200.000	111.600	88.900	398.000	598.500	601.500
+ refugiados	180.000	44.900	20.900	6.000	16.600	43.500	1.400
Somalia	500.000	91.200	17.000	s.c.	15.600	32.600	58.600
Liberia	1.200.000	) 230.000	) 23.300	5.000	137.300	165.600	) 64.400
+ liberianos	750.000)))
Malawi (3)	2.900.000	86.000	8.500	s.c.	11.500	20.000	66.000
+ refugiados	960.000	234.000	44.500	12.600	136.300	193.400	40.600
Angola (3)	1.900.000	185.000	38.000	23.300	130.500	191.800	-
Mozambique (3)	4.000.000	713.000	160.000	63.100	397.900	621.000	92.000
Mauritania	500.000	148.000	18.000	16.000	24.600	58.600	89.400
Burkina Faso	1.500.000	127.000	24.000	14.500	23.000	61.500	65.500
Niger	1.500.000	107.000	15.000	15.000	64.400	94.400	12.600
Chad	500.000	40.000	12.000	4.100	25.000	41.100	-
Camerún	187.000	20.000	2.940	s.c.	5.380	8.320	11.680
TOTAL	31.327.000	4.461.100	673.240	354.900	1.936.280	2.964.420	1.504.580

(1) Según los datos comunicados a la Comisión.

(2) Ayudas y compromisos anunciados de los demás donantes (USA, Canadá, Australia, PMA) y existencias de seguridad y últimas entregas realizadas (Incluida la CEE)

(3) Necesidades hasta la próxima cosecha en mayo/junio y compromisos hasta finales del año 1991. Las perspectivas de recolección en el Africa Austral siguen siendo inciertas y, en cualquier caso, pesimistas para determinados países (Lesoto, Zambia, Malawi, Angola, Mozambique).

(4) Los compromisos anunciados distan mucho de estar confirmados y, mucho menos, entregados. De este modo, según el PMA y la FAO,

- Etiopía - 2/3 de las necesidades estarían cubiertas, aunque sólo se ha confirmado 1/3.
- Sudán - 50% de las necesidades cubiertas, aunque sólo confirmado 1/3 y sólo en marzo se han entregado 65.000 toneladas.
- Liberia - 11% entregado en marzo.
- Malawi (refugiados) - paralización del suministro en mayo.
- Angola - a pesar de los compromisos, sólo se han entregado 50.000 toneladas.
- Mozambique - sólo se han entregado 360.000 toneladas.
- Niger - sólo se han entregado 5.000 toneladas.

s.c. = sin comunicar.

Contribuciones anunciadas de los Estados Unidos para el año 1991

Angola	40.515 t
Burkina Faso	22.000 t
Etiopía	250.000 t
Liberia y liberianos	136.600 t
Mozambique	191.650 t
Niger	35.000 t
Somalia	15.610 t
Sudán	331.000 t
Chad	5.000 t + 10.000 t en el PMA.

ANEXO II

DISTRIBUCIÓN INDICATIVA DE LAS 400.000 TONELADAS (1)

ETIOPÍA	±	100.000 t 50.000 t (somalíes y sudaníes)
SUDÁN	±	140.000 t
SOMALIA	±	20.000 t
LIBERIANOS	±	20.000 t
MALAWI	±	15.000 t
NIGER	±	15.000 t
ANGOLA	±	15.000 t
MAURITANIA	±	20.000 t
CAMERÚN	±	5.000 t
TOTAL	±	400.000 t

(1) Los países y cantidades indicados anteriormente se ofrecen a título indicativo, si bien se podrían incluir otros países y modificar las cantidades en función de la evolución de las cosechas previstas y de las ayudas de otros donantes.

- 8 -

FICHA FINANCIERA

**ESTIMACIÓN DE LOS MEDIOS ADICIONALES QUE SE NECESITAN EN 1991 PARA LA
EJECUCIÓN DEL PLAN DE URGENCIA EN FAVOR DE AFRICA**

Adquisición de 400.000 toneladas
de cereales a 112,5 ecus/t
(precio medio estimado para
la gama de productos necesarios
y disponibles) 45,0 millones de ecus

Transporte y distribución de
400.000 toneladas de cereales
a 287,5 ecu/t 115,0 millones de ecus

Total **160,0 millones de ecus**

Historical Archives of the European Commission

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

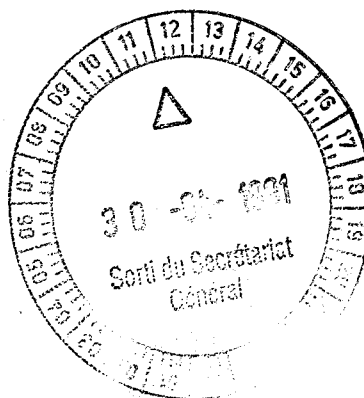
SEK(91) 769 endelig udg.

Bruxelles, den 25. april 1991

MEDDELELSE FRA KOMMISSIONEN TIL RÅDET OG EUROPA-PARLAMENTET

i tilslutning til den beslutning, der skal træffes
om de finansielle overslag

FORSLAG TIL ET SÆRPROGRAM FOR FØDEVAREHJÆLP
TIL AFRIKA



Siden slutningen af 1990 er der opstået tegn på en omfattende fødevarekrise i Afrika syd for Sahara. Rådet (udvikling) påpegede allerede på sin samling den 5. november 1990 den reelle fare for en hungersnød uden forstykke i Afrikas Horn på grund af tørken og tillige affødt af den politiske situation i dette område.

Men Afrikas Horn er ikke det eneste område, der lider under følgerne af denne tørke; også det sydlige Afrika, herunder traditionelt selvforsynende eller endog eksporterende lande, samt Sahel-landene og Vestafrika er i øjeblikket udsat for alvorlige knaphedssituationer, som kræver en omgående og omfattende fødevarehjælp.

Rådet (udenrigsministrene) erkendte på deres samling den 15. april behovet for en yderligere hjælp til Afrika og bemyndigede Kommissionen til at stille et konkret forslag til en sådan udvidet hjælp, hvoraf en del skulle konteres over EF-budgettet.

Europa-Parlamentet vedtog på sin side under sin mødeperiode i april en beslutning vedrørende hungersnøden i Afrika, hvori det opfordrer Kommissionen og Rådet til at opstille et særprogram og et budget for Afrika for at give de hungersnødstruede befolkningsgrupper adgang til yderligere ressourcer i forhold til den normale fødevarehjælp.

Kommissionen har foretaget en opgørelse over de truede befolkningsgrupper og deres fødevarebehov. Ifølge denne undersøgelse har 31 mio. personer behov for en fødevarehjælp svarende til 4,5 mio. tons fødevarer, hovedsagelig kornprodukter.

Der kan i øjeblikket forventes en samlet indsats fra donorerne på 2 mio. tons (dvs. mindre end 50% af behovene) og eventuelt op til 3 mio. tons (dvs. 68% af behovene), hvis der tages hensyn til de ikke bekræftede hensigtserklæringer, hvilket efterlader et underskud på mellem 1,5 og 2 mio. tons.

For at sætte Fællesskabet i stand til at yde en væsentlig hjælp til befolkningen i de mest udsatte lande til at imødekomme deres nuværende behov, som ikke kan dækkes på anden måde, foreslår Kommissionen et særprogram for fødevarehjælp til Afrika.

Bidraget fra Fællesskabets tolv medlemsstater til den internationale indsats til fordel for Afrika skal i denne sammenhæng omfatte EF-hjælpeforanstaltninger og nationale hjælpeforanstaltninger, som det var tilfældet i 1984 med Dublin-planen og for ganske nylig med nødhjælpen til kurderne.

De Tolv's hjælpeaktion som helhed bør dække 35-40% af de samlede behov, hvilket svarer til Fællesskabets og dets medlemsstaters relative andel i andre internationale hjælpeaktioner (f.eks. hjælpen til kurderne, hvor De Tolv tegnede sig for 150 mio. ECU ud af 400, dvs. 37,5% af det samlede beløb). I betragtning af de omfattende behov i de afrikanske lande syd for Sahara betyder det mængder på mellem 1,5 og 1,8 mio. tons. Fordelingen mellem Fællesskabet og medlemsstaterne kunne være ca. 2/3 - 1/3.

I betragtning af de allerede truffne afgørelser om fødevarehjælp eller afgørelser til behandling bør der overvejes supplerende mængder på 400 000 tons for Fællesskabet (160 mio. ECU) og 150 000 - 200 000 tons for medlemsstaterne (60-100 mio. ECU). De Tolv's yderligere hjælpeaktion omfatter således et beløb på mindst 220 mio. ECU, fordelt med 160 mio. ECU på Fællesskabet og 60 mio. ECU på medlemsstaterne.

Det foreslås, at koordinationen af Fællesskabets hjælpeaktioner og de nationale hjælpeaktioner fortsat varetages af Kommissionen. Der vil kunne foretages en første koordinering på det næste møde i Udvalget for Fødevarehjælp den 25. april.

1. Den aktuelle situation og Fællesskabets indsats

Af de seneste skøn, som Kommissionen har foretaget over de hungersnøds-truede befolkninger og deres fødevarerbehov fremgår det, at 31 mio. personer er berørt af krisen, og at deres fødevarerbehov andrager 4,5 mio. tons fødevarer, hovedsagelig kornprodukter. Under hensyntagen til de aktuelle tilsagn fra de internationale donorer udgør det ikke dækkede underskud mellem 1,5 og 2 mio. tons. Disse tal, som ganske vist er skønsmæssigt opgjort, er blevet efterprøvet sammen med Kommissionens delegerationer, FAO, De Forenede Nationers Verdensfødevarerprogram, De Forenede Stater og Canada. Skønnene fra de forskellige kilder er i meget vid udstrækning sammenfaldende, både hvad angår de berørte befolkningsgrupper og behovene (se bilag 1).

Fællesskabet traf på grundlag af sine meget begrænsede reserver ved udgangen af 1990 i december sidste år en række afgørelser om anmodninger om nødhjælp fra Sahel-landene. I januar og i begyndelsen af februar 1991 blev der godkendt hastetildelinger til Sudan, Etiopien, Burkina Faso og Cameroun med henblik på omgående gennemførelse og levering på bestemmelsesstedet i årets første måneder.

Der er i alt blevet tildelt 120 800 tons korn som nødhjælp til disse lande. Ligeledes under hensyntagen til den programmerede normale hjælp til Afrika i 1991 og anden hjælp, som er under behandling, samt hjælpen i 1990 som nævnt ovenfor repræsenterer EF's nuværende indsats ca. 675 000 tons korn, hvortil skal lægges medlemsstaternes bilaterale hjælp, som anslås til ca. 355 000 tons. De Forenede Stater har på deres side bebudet en nødhjælpsplan omfattende ca. 1,5 mio. tons for 1991 alene (se bilag 1).

2. Forslag til et særprogram

Det foreslåede særprogram for 1991 skal omfatte mindst 400 000 tons kornækvivalent. Med disse mængder sammenlagt med de tilsagn, der allerede er givet, eller som er til behandling, vil Fællesskabet kunne dække ca. 25% af behovene hos de hårdest ramte befolkninger i Afrika syd for Sahara. Ifølge Kommissionen svarer denne mængde til de endnu bestående muligheder for intern transport og uddeling gennem internationale organisationer og ikke-statslige organisationer under hensyntagen til den hjælp, der allerede er truffet afgørelse om, og som er under levering.

Kommissionen anslår de nødvendige bevillinger til køb, transport og fordeling af de foreslåede yderligere 400 000 tons til 160 mio. ECU. Der vil desuden kunne blive behov for yderligere ressourcer til at dække den forudsigelige stigning i omkostningerne ved transport og uddeling til ofrene for hungersnøden i forbindelse med allerede vedtagne eller igangværende hjælpeaktioner.

Omkostningerne for EUGFL i form af restitutioner, der skal betales for de 400 000 tons korn, forventes at udgøre 49 mio. ECU. Denne mængde afskrives på kornoverskuddet, som under alle omstændigheder skulle afsættes, og foranstaltningen giver således ikke anledning til yderligere udgifter.

Hjælpen i henhold til særprogrammet skal ses som et supplement til de allerede planlagte hjælpeforanstaltninger for de berørte lande. Bilag II giver en vejledende fordeling af den yderligere mængde på 400 000 tons på de hårdest ramte lande.

3. Finansiering af særprogrammet

I øjeblikket gør to faktorer sig hovedsagelig gældende i gennemførelsen af fødevarerprogrammet:

- Efter en periode, hvor priserne var lavere end de priser, der var benyttet i forbindelse med opstillingen af 1991-budgettet, konstaterer Kommissionen en tydelig tendens mod en ny prisstigning, særlig for kornprodukter;
- desuden er der indtrådt en dramatisk stigning i transportomkostningerne og distributionsomkostningerne for de fleste bestemmelsessteders vedkommende, særlig i forbindelse med nødhjælpsaktioner, og det er nødvendigt at overtage samtlige omkostninger ved hjælpens levering til ofrene for hungersnøden, hvis man virkelig vil hjælpe dem. Omkostningsstigningen skyldes de efterhånden voksende vanskeligheder, som transportvirksomhederne og de distribuerende organisationer er udsat for (dårlig eller manglende transportinfrastruktur, borgerkrig, urealistiske valutakurser, som myndighederne kræver overholdt osv.), særlig i de hårdest ramte lande såsom Sudan og Etiopien.

Disse to faktorer vil højst sandsynlig give anledning til et nettounderskud på det disponible budget til transportudgifter. Kommissionen har for nærværende endnu ikke taget stilling til, hvorledes dette underskud kan udlignes uden alvorlige beskæringer af de disponible bevillinger til levering af de forskellige varer. På grund af dette underskud og de usikre udsigter med hensyn til, hvorledes det skal dækkes, er det udelukket at særprogrammet finansieres over budgettet for fødevarerhjælp for 1991, som dette fremstår i øjeblikket.

Kommissionen fastholder sit forslag til revision af de finansielle overslag, som i øjeblikket er til drøftelse i Rådet og Parlamentet. Forslaget omfatter for 1991 bl.a. en forhøjelse af loftet i rubrik 4 "andre politikker" i de finansielle overslag. Forhøjelsen skal især ske ved oprettelse af en reserve på 350 mio. ECU under loftet i rubrik 4. Reserven vil kun kunne anvendes til finansiering af foranstaltninger i politikken over for tredjelande, som måtte blive en følge af fortsættelsen af bistanden til Sovjetunionen, foranstaltningerne i tilslutning til Golfkrisen og andre nød- eller krisesituationer".

Det foreslåede program for hastende fødevarerhjælp til Afrika syd for Sahara vil således kunne finansieres via reserverne under loftet i rubrik 4 som foreslået af Kommissionen, hvis budgetmyndigheden indvilliger heri.

Konklusion

Det foreslås i 1991 at afsætte 160 mio. ECU til et særprogram for fødevarehjælp til de befolkninger i Afrika, der er mest truet af hungersnød. Programmet omfatter levering af 400 000 tons kornækvivalent.

De nødvendige supplerende ressourcer til finansiering af særprogrammet skal fremskaffes i forbindelse med den igangværende revision af de finansielle overslag.

Historical Archives of the European Commission

UDSIGTER FOR BEKÆMPELSE AF HUNGERSNØDEN I AFRIKA I 1991
(Situationen i april 1991)

L A N D	Mængde i tons						IKKE-DEKKEDE BEHOV (4)
	HUNGERSNØDSRAMTE BEFOLKNINGER	BEHOV INDTIL NÆSTE HØST	EØF'S TILSAGN		ANDRE RÅDIGHEDSMÆNGDER OG BEBUDEDE TILSAGN (2)	SAMLET TILSAGN FOR 1991	
			KOMMISSIONEN	MEDLEMSSTATERNE(1)			
Ethiopien	5 500 000	950 000	142 000	81 200	424 900	648 100	301 900
+ flygtninge	1 250 000	285 000	35 500	25 200	125 300	186 000	99 000
Sudan	8 000 000	1 200 000	111 600	88 900	398 000	598 500	601 500
+ flygtninge	180 000	44 900	20 900	6 000	16 600	43 500	1 400
Somalia	500 000	91 200	17 000	i.o.	15 600	32 600	58 600
Liberia	1 200 000	) 230 000	) 23 300	5 000	137 300	165 600	) 64 400
+ liberianere	750 000)))
Malawi (3)	2 900 000	86 000	8 500	i.o.	11 500	20 000	66 000
+ flygtninge	930 000	234 000	44 500	12 600	136 300	193 400	40 600
Angola (3)	1 900 000	185 000	38 000	23 300	130 500	191 800	-
Mozambique (3)	4 000 000	713 000	160 000	63 100	397 900	621 000	92 000
Mauretanien	500 000	148 000	18 000	16 000	24 600	58 600	89 400
Burkina Faso	1 500 000	127 000	24 000	14 500	23 000	61 500	65 500
Niger	1 500 000	107 000	15 000	15 000	64 400	94 400	12 600
Tchad	500 000	40 000	12 000	4 100	25 000	41 100	-
Cameroun	187 000	20 000	2 940	i.o.	5 380	8 320	11 680
I ALT	31 327 000	4 461 100	673 240	354 900	1 936 280	2 964 420	1 504 580

(1) Ifølge oplysninger meddelt Kommissionen.

(2) Bebudet hjælp og tilsagn fra andre donorer (USA, Canada, Australien, WFP) samt sikkerhedslagre og de senest ankomne leverancer (herunder EØF).

(3) Behov indtil næste høst i maj/juni og tilsagn indtil udgangen af 1991. Udsigterne for høsten i det sydlige Afrika er endnu usikre og under alle omstændigheder pessimistiske for visse landes vedkommende (Lesotho, Zambia, Malawi, Angola, Mozambique).

(4) De bebudede tilsagn er langt fra alle bekræftet og leveringerne er dermed endnu ikke sikret. Situationen er ifølge WFP og FAO som følger:

- Ethiopien - 2/3 af behovene vil blive dækket, men kun 1/3 er blevet bekræftet.
- Sudan - 50% af behovene er dækket, men kun 1/3 er bekræftet og kun 65 000 t er leveret i marts.
- Liberia - 11% leveret i marts.
- Malawi (flygtninge)- forsyningsafbrydelse i maj.
- Angola - trods tilsagn er kun 50 000 t leveret.
- Mozambique - kun 360 000 t leveret.
- Niger - kun 5 000 t leveret.

I.o. = Ikke opgivet.

Bebudede bidrag fra De Forenede Stater i 1991

Angola	40 515 t
Burkina Faso	22 000 t
Ethiopien	250 000 t
Liberia og liberianere	136 600 t
Mozambique	191 650 t
Niger	35 000 t
Somalia	15 610 t
Sudan	331 000 t
Tchad	5 000 t + 10.000 t til WFP.

BILAG II

VEJLEDENDE FORDELING AF DE 400 000 TONS (1)

ETIOPIEN	ca.	100 000 t 50 000 t (ref. somaliere og sudanese)
SUDAN	ca.	140 000 t
SOMALIA	ca.	20 000 t
LIBERIANERE	ca.	20 000 t
MALAWI	ca.	15 000 t
NIGER	ca.	15 000 t
ANGOLA	ca.	15 000 t
MAURETANIEN	ca.	20 000 t
CAMEROUN	ca.	5 000 t
I A L T		400 000 t

(1) Ov

FINANSIERINGSOVERSIGT

**SKØN OVER DE YDERLIGERE NØDVENDIGE MIDLER I 1991 TIL IVÆRKSÆTTELSE AF
NØDPLANEN TIL FORDEL FOR AFRIKA**

Køb af 400 000 tons korn à 112,5 ECU/t (anslået gennemsnitspris for viften af de nødvendige og disponible produkter)	45,0 mio. ECU
Transport og distribution af 400 000 t korn à 287,5 ECU/t	115,0 mio. ECU

I alt	160,0 mio. ECU

Historical Archives of the European Commission

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

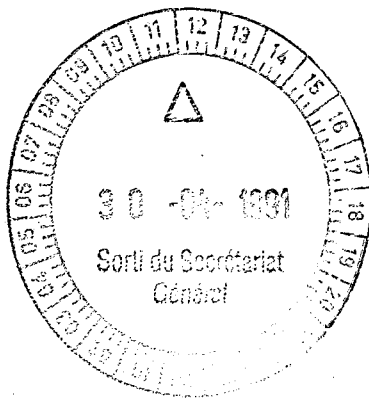
SEC(91) 769 τελικό

Βρυξέλλες, 24. Απριλίου 1991

ΑΝΑΚΟΙΝΩΣΗ ΤΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗΣ ΠΡΟΣ ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΚΑΙ ΤΟ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ

για τη λήψη απόφασης σχετικά με την αναθεώρηση των δημοσιονομικών προοπτικών

ΠΡΟΤΑΣΗ ΕΙΔΙΚΟΥ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΟΣ ΕΠΙΣΤΙΤΙΣΤΙΚΗΣ ΒΟΗΘΕΙΑΣ
ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΦΡΙΚΗ



Από το τέλος του 1990 εμφανίσθηκαν τα σημάδια μιας επισιτιστικής κρίσης μεγάλης κλίμακας στη νοτιώς της Σαχάρας Αφρική. Ήδη το Συμβούλιο Ανάπτυξης της 5ης Νοεμβρίου 1990 είχε υπογραμμίσει το σημαντικό κίνδυνο πρωτοφανούς λιμού στο Κέρας της Αφρικής λόγω της ξηρασίας, η οποία είναι συνδεδεμένη με την πολιτική κατάσταση που πλήττει την περιοχή αυτή.

Αλλά το Κέρας της Αφρικής δεν είναι η μόνη περιοχή που υφίσταται τις συνέπειες της ξηρασίας αυτής: το νότιο τμήμα της Αφρικής, συμπεριλαμβανομένων των χωρών που απελάμβαναν ανέκαθεν επισιτιστικής αυτάρκειας και πραγματοποιούσαν ακόμη και εξαγωγές, όπως οι χώρες του Σαχέλ και η Δυτική Αφρική, πλήττονται σήμερα από σοβαρό λιμό που απαιτεί άμεση και σημαντική επισιτιστική βοήθεια.

Το Συμβούλιο Εξωτερικών Σχέσεων της 15ης Απριλίου αναγνώρισε την ανάγκη παροχής επισιτιστικής βοήθειας στην Αφρική και ανέθεσε στην Επιτροπή να του υποβάλει συγκεκριμένη πρόταση για την αύξηση αυτή, μέρος της οποίας πρέπει να καλυφθεί από τον κοινοτικό προϋπολογισμό.

Εξάλλου, το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, κατά τη σύνοδο του Απριλίου, ενέκρινε ψήφισμα σχετικά με το "Λιμό στην Αφρική" ζητώντας από την Επιτροπή και το Συμβούλιο να καταρτίσουν ειδικό πρόγραμμα και προϋπολογισμό για την Αφρική ώστε να εξασφαλισθεί η χορήγηση στους πληθυσμούς που απειλούνται από λιμό επιπλέον πόρων πέραν από την κανονική επισιτιστική βοήθεια.

Η Επιτροπή προέβη σε εκτίμηση των απειλούμενων πληθυσμών και των επισιτιστικών τους αναγκών. Στην εκτίμηση αυτή αναφέρεται ότι πλήττονται 31 εκατομμύρια άτομα και ότι οι ανάγκες επισιτιστικής βοήθειας ανέρχονται σε 4,5 εκατ. τόνους κυρίως σιτηρών.

Η συνδυασμένη αντίδραση των χορηγών καλύπτει επί του παρόντος 2 εκατ. τόνους (δηλαδή λιγότερο από 50% των αναγκών) και θα μπορούσε να ανέλθει έως 3 εκατ. τόνους περίπου (δηλαδή 68% των αναγκών), αν ληφθούν υπόψη οι προθέσεις που δεν έχουν επιβεβαιωθεί, πράγμα που αφήνει ακάλυπτο έλλειμμα το οποίο κυμαίνεται μεταξύ 1,5 και 2 εκατ. τόνων.

Προκειμένου να επιτραπεί στην Κοινότητα να παράσχει σημαντική βοήθεια στους πληθυσμούς των περισσότερο απειλούμενων χωρών και να ικανοποιήσει τις επισιτιστικές τους ανάγκες που δεν καλύπτονται τη στιγμή αυτή, η Επιτροπή προτείνει ειδικό πρόγραμμα επισιτιστικής βοήθειας για την Αφρική.

Στο πλαίσιο αυτό, η συμμετοχή της Κοινότητας των Δώδεκα στη διεθνή βοήθεια για την Αφρική θα πρέπει να συνίσταται εν μέρει σε κοινοτικές δράσεις και εν μέρει σε εθνικές δράσεις, όπως συνέβη το 1984 με το Πρόγραμμα του Δουβλίνου και, τελευταία, με τη βοήθεια έκτακτης ανάγκης στους Κούρδους.

Η δράση των Δώδεκα στο σύνολό της θα πρέπει να καλύψει 35 έως 40% των συνολικών αναγκών, ποσοστό που αντιπροσωπεύει το σχετικό μερίδιο της Κοινότητας και των κρατών μελών της σε άλλες διεθνείς προσπάθειες (πρβλ. τη βοήθεια στους Κούρδους όπου οι Δώδεκα καλύπτουν 150 εκατ. ECU εκ των 400, δηλαδή 37,5% του συνόλου). Λαμβανομένης υπόψη της έκτασης των αναγκών της νοτίως της Σαχάρας Αφρικής, αυτό σημαίνει ποσότητες που κυμαίνονται μεταξύ 1,5 και 1,8 εκατ. τόνων. Η κατανομή μεταξύ Κοινότητας/κρατών μελών θα είναι 2/3 - 1/3 περίπου.

Λόγω των ήδη ειλημμένων ή υπό συζήτηση αποφάσεων, θα πρέπει να προβλεφθούν επιπλέον ποσότητες 400.000 τόνων για την Κοινότητα (160 εκατ. ECU) και 150.000 έως 250.000 τόνων (60 έως 100 εκατ. ECU) για τα κράτη μέλη. Η επιπλέον δράση των Δώδεκα θα καλύψει επομένως ποσό 220 εκατ. ECU τουλάχιστον, εκ των οποίων 160 εκατ. αναλογούν στην ΕΚ και 60 εκατ. στα κράτη μέλη.

Προτείνεται να εξακολουθήσει η Επιτροπή να συντονίζει τις κοινοτικές και εθνικές δράσεις. Ένας πρώτος συντονισμός θα μπορέσει να πραγματοποιηθεί κατά την επόμενη συνεδρίαση της Επιτροπής Επισιτιστικής Βοήθειας που θα διεξαχθεί στις 25 Απριλίου.

Historical Archives of the European Commission

1. Παρούσα κατάσταση και δράση της Κοινότητας

Στις πλέον πρόσφατες εκτιμήσεις της Επιτροπής σχετικά με τους πληθυσμούς που απειλούνται από λιμό και τις επισιτιστικές τους ανάγκες αναφέρεται ότι τα θιγόμενα άτομα ανέρχονται σε 31 εκατομμύρια και οι επισιτιστικές ανάγκες σε 4,5 εκατ. τόνους κυρίως σιτηρών. Λαμβανομένων υπόψη των σημερινών ανακοινώσεων των διεθνών χορηγών, το ακάλυπτο έλλειμμα κυμαίνεται μεταξύ 1,5 και 2 εκατ. τόνων. Οι αριθμοί αυτοί, παρότι αποτελούν εκτιμήσεις, επαληθεύθηκαν από τις αντιπροσωπίες της Επιτροπής, τη FAO, το Παγκόσμιο Επισιτιστικό Πρόγραμμα των Ηνωμένων Εθνών, τις ΗΠΑ και τον Καναδά. Τόσο για τους θιγόμενους πληθυσμούς όσο και για τις ανάγκες, οι εκτιμήσεις των διαφόρων πηγών που έχουν χρησιμοποιηθεί συμπίπτουν σε μεγάλο βαθμό (βλέπε παράρτημα 1).

Στο πλαίσιο των εξαιρετικά περιορισμένων πόρων της στο τέλος του 1990, η Κοινότητα είχε λάβει, ήδη από το Δεκέμβριο, ορισμένες αποφάσεις προκειμένου να ανταποκριθεί στις αιτήσεις παροχής βοήθειας έκτακτης ανάγκης των χωρών του Σαχέλ. Τον Ιανουάριο και στις αρχές Φεβρουαρίου 1991, εγκρίθηκαν επιχορηγήσεις έκτακτης ανάγκης για το Σουδάν, την Αιθιοπία, το Μπουρκίνα Φάσο και το Καμερούν προκειμένου να επιτραπεί η άμεση εκτέλεση των αποφάσεων και η παράδοση της βοήθειας κατά τους πρώτους μήνες του έτους.

Συνολικά, 120.800 τόνοι σιτηρών διατέθηκαν κατεπειγόντως στις χώρες αυτές. Λαμβανομένων υπόψη επίσης των κανονικών ενισχύσεων που έχουν προγραμματισθεί για την Αφρική το 1991 και εκείνων που πρόκειται να αποφασισθούν, καθώς και των ενισχύσεων του 1990 που αναφέρθηκαν παραπάνω, οι σημερινές προσπάθειες της ΕΚ ανέρχονται σε 675.000 τόνους σιτηρών περίπου στις οποίες πρέπει να προστεθούν οι διμερείς προσπάθειες των κρατών μελών που εκτιμώνται σε 355.000 τόνους περίπου. Οι ΗΠΑ, από την πλευρά τους, ανακοίνωσαν πρόγραμμα έκτακτης ανάγκης 1,05 εκατ. τόνων περίπου μόνο για το 1991 (βλέπε παράρτημα 1).

2. Πρόταση ειδικού προγράμματος

Το ειδικό πρόγραμμα που προτείνεται για το 1991 πρέπει να ανέλθει σε 400.000 τουλάχιστον τόνους ισοδύναμων σιτηρών. Προσθέτοντας τις ποσότητες αυτές στις ήδη ανειλημμένες ή υπό εξέταση υποχρεώσεις, η Κοινότητα θα καλύψει περίπου 25% των αναγκών των πλέον θιγόμενων πληθυσμών στη νοτίως της Σαχάρας Αφρική. Σύμφωνα με την άποψη της Επιτροπής, η ποσότητα αυτή αντιστοιχεί στις υφιστάμενες δυνατότητες εσωτερικής μεταφοράς και διανομής των διεθνών και μη κυβερνητικών οργανισμών, λαμβανομένων υπόψη των ενισχύσεων που έχουν ήδη αποφασισθεί και έχουν αρχίσει να παρέχονται.

Η Επιτροπή αξιολογεί σε 160 εκατ. ECU τις πιστώσεις που απαιτούνται για την αγορά, τη μεταφορά και τη διανομή των προτεινόμενων επιπλέον 400.000 τόνων. Επιπλέον, ενδέχεται να απαιτηθούν επιπλέον πόροι προκειμένου να καλυφθεί η προβλεπόμενη άνοδος του κόστους μεταφοράς και διανομής των ενισχύσεων στα θύματα του λιμού για τις ήδη προβλεφθείσες ή τρέχουσες δράσεις.

Το κόστος για το FEOGA των καταβλητέων επιστροφών από τους 400.000 τόνους σιτηρών θα μπορέσει να ανέλθει σε 49 εκατ. ECU. Δεδομένου ότι οι ποσότητες αυτές προέρχονται από το πλεόνασμα των σιτηρών, των οποίων η διάθεση θα ήταν έτσι ή αλλιώς απαραίτητη, δεν θα προκύψει καμία επιπλέον επιβάρυνση από την εν λόγω ενέργεια.

Η εφαρμογή της ενίσχυσης του Ειδικού Προγράμματος θα πρέπει να συμπληρώσει τις δράσεις που έχουν ήδη προβλεφθεί για τις ενδιαφερόμενες χώρες. Το παράρτημα ΙΙ περιέχει την ενδεικτική κατανομή των επιπλέον 400.000 τόνων για τις πλέον θιγόμενες χώρες.

3. Χρηματοδότηση του Ειδικού Προγράμματος

Επί του παρόντος, η εκτέλεση του προγράμματος επισιτιστικής βοήθειας χαρακτηρίζεται από 2 παράγοντες:

- μετά από μια περίοδο κατά την οποία οι τιμές ήταν χαμηλότερες από τις τιμές που ελήφθησαν υπόψη για την κατάρτιση του προϋπολογισμού 1991, η Επιτροπή διαπιστώνει σαφή τάση προς νέα άνοδο των τιμών, ιδίως για τα σιτηρά,
- θεαματική αύξηση του κόστους μεταφοράς και διανομής για τους περισσότερους προορισμούς, ιδίως στις περιπτώσεις ενεργειών έκτακτης ανάγκης, δεδομένου ότι η ανάληψη του συνολικού κόστους μέχρι τα θύματα του λιμού είναι απαραίτητη προκειμένου να παρασχεθεί πραγματική βοήθεια. Η αύξηση αυτή οφείλεται στις συνεχώς δυσχερέστερες συνθήκες που πρέπει να αντιμετωπίσουν οι μεταφορικές επιχειρήσεις και οι οργανισμοί διανομής (υποβαθμισμένη ή ελλιπής υποδομή μεταφορών, εμφύλιος πόλεμος, μη ρεαλιστικές επιβαλλόμενες ισοτιμίες συναλλάγματος, κ.λπ.), ιδίως στις πλέον θιγόμενες περιοχές, όπως το Σουδάν και η Αιθιοπία.

Ο συνδυασμός των δύο αυτών παραγόντων θα οδηγήσει κατά πάσα πιθανότητα σε σαφές έλλειμμα των δημοσιονομικών μέσων που είναι διαθέσιμα για τις μεταφορές. Επί του παρόντος, η Επιτροπή δεν έχει ακόμη αποφασίσει με ποιο τρόπο θα μπορούσε να καλυφθεί το έλλειμμα αυτό χωρίς να δημιουργηθούν σοβαρές περικοπές στις πιστώσεις που είναι διαθέσιμες για την παροχή των διαφόρων προϊόντων. Λόγω του ελλείμματος αυτού και των αβέβαιων προοπτικών σχετικά με την κάλυψή του, το ειδικό πρόγραμμα δεν θα μπορέσει να χρηματοδοτηθεί σε καμία περίπτωση από τον προϋπολογισμό επισιτιστικής βοήθειας του 1991, όπως παρουσιάζεται αυτός σήμερα.

Η Επιτροπή διατηρεί την πρότασή της σχετικά με την αναθεώρηση των δημοσιονομικών προοπτικών που εξετάζονται επί του παρόντος στο Συμβούλιο και το Κοινοβούλιο. Για το 1991, η πρόταση αυτή συνίσταται κυρίως στην αύξηση του ανώτατου ορίου του στοιχείου 4 "Άλλες πολιτικές" των δημοσιονομικών προοπτικών. Η αύξηση αυτή θα περιελάμβανε ιδίως τη δημιουργία αποθέματος 350 εκατ. ECU στο πλαίσιο του ανώτατου ορίου του στοιχείου 4. Το περιθώριο αυτό μπορεί να χρησιμοποιηθεί μόνο για τη χρηματοδότηση δράσεων εξωτερικής πολιτικής "που μπορούν να προκύψουν από τη συνέχιση της βοήθειας στην ΕΣΣΔ, από τις δράσεις που συνδέονται με την κρίση του Κόλπου ή από άλλες καταστάσεις έκτακτης ανάγκης ή κρίσης".

Το προτεινόμενο επισιτιστικό πρόγραμμα έκτακτης ανάγκης στη νοτιώς της Σαχάρας Αφρική θα μπορούσε επομένως να χρηματοδοτηθεί με τη χρήση του αποθέματος στο πλαίσιο του ανωτάτου ορίου του στοιχείου 4 που προτείνει η Επιτροπή, εφόσον συμφωνήσει η αρμόδια επί του προϋπολογισμού αρχή.

Συμπέρασμα

Προτείνεται να διατεθούν το 1991 160 εκατ. ECU σε ένα ειδικό πρόγραμμα επισιτιστικής βοήθειας για τους πληθυσμούς που απειλούνται περισσότερο από λιμό στην Αφρική. Το πρόγραμμα αυτό θα καλύψει την παροχή 400.000 τόνων ισοδύναμων σιτηρών.

Οι επιπλέον πόροι που είναι απαραίτητοι για τη χρηματοδότηση του ειδικού αυτού προγράμματος θα πρέπει να αποδεσμευθούν στο πλαίσιο της πραγματοποιούμενης αναθεώρησης των δημοσιονομικών προοπτικών.

Historical Archives of the European Commission

ΠΡΟΟΠΤΙΚΕΣ ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΑΤΑΠΟΛΕΜΗΣΗ ΤΟΥ ΔΙΜΟΥ ΣΤΗΝ ΑΦΡΙΚΗ το 1991
(Κατάσταση κατά τον Απρίλιο 1991)

ΧΩΡΕΣ	Ποσότητες σε τόνους						
	ΘΙΓΟΜΕΝΟΣ ΠΛΗΘΥΣΜΟΣ	ΑΝΑΓΚΕΣ ΕΩΣ ΤΙΣ ΕΠΟΜΕΝΕΣ ΕΣΟΔΕΙΣ	ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΙΣ ΕΟΚ		ΑΛΛΑ ΚΟΙΝΟΠΟΙΗΘ/ΤΑ ΔΙΑΘΕΣΙΜΑ ΚΑΙ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΙΣ	ΣΥΝΟΛΙΚΕΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΙΣ ΓΙΑ ΤΟ 1991	ΑΚΑΛΥΠΤΕΣ ΑΝΑΓΚΕΣ (4)
			ΕΠΙΤΡΟΠΗ	ΚΡΑΤΗ ΜΕΛΗ(1)			
Αιθιοπία	5.500.000	950.000	142.000	81.200	424.900	648.100	301.900
+ πρόσφυγες	1.250.000	285.000	35.500	25.200	125.300	186.000	99.000
Σουδάν	8.000.000	1.200.000	111.600	88.900	398.000	598.500	601.500
+ πρόσφυγες	180.000	44.900	20.900	6.000	16.600	43.500	1.400
Σομαλία	500.000	91.200	17.000	μ.κ.	15.600	32.600	58.600
Λιβερία	1.200.000	230.000	23.300	5.000	137.300	165.600	64.400
+ Λιβεριανοί	750.000))))))
Μαλάουι (3)	2.900.000	86.000	8.500	μ.κ	11.500	20.000	66.000
+ πρόσφυγες	960.000	234.000	44.500	12.600	136.300	193.400	40.600
Αγκόλα (3)	1.900.000	185.000	38.000	23.300	130.500	191.800	-
Μοζαμβίκη (3)	4.000.000	713.000	160.000	63.100	397.900	621.000	92.000
Μαυριτανία	500.000	148.000	18.000	16.000	24.600	58.600	89.400
Μπουρκίνα Φάσο	1.500.000	127.000	24.000	14.500	23.000	61.500	65.500
Νιγηρία	1.500.000	107.000	15.000	15.000	64.400	94.400	12.600
Τσαντ	500.000	40.000	12.000	4.100	25.000	41.100	-
Καμερούν	187.000	20.000	2.940	μ.κ.	5.380	8.320	11.680
ΣΥΝΟΛΟ	31.327.000	4.461.100	673.240	354.900	1.936.280	2.964.420	1.504.580

- (1) Σύμφωνα με τις πληροφορίες που κοινοποιήθηκαν στην Επιτροπή.
- (2) Ενισχύσεις και δεσμεύσεις που κοινοποιήθηκαν από τους άλλους χορηγούς (ΗΠΑ, Καναδά, Αυστραλία, Παγκόσμιο Επιχειρησιακό Πρόγραμμα) καθώς και τα αποθέματα ασφαλείας και οι τελευταίες προμήθειες που έχουν αφιχθεί (συμπεριλαμβανομένης της ΕΟΚ)
- (3) Ανάγκες έως την επόμενη εσοδεία κατά το Μάιο/Ιούνιο και υποχρεώσεις έως το τέλος του έτους 1991. Οι προοπτικές εσοδείων στο νότιο τμήμα της Αφρικής εξακολουθούν να είναι αβέβαιες και εν πάση περιπτώσει ήδη απαισιόδοξες για ορισμένες χώρες (Λεσότο, Ζάμπια, Μαλάουι, Αγκόλα, Μοζαμβίκη).

(4) Οι υποχρεώσεις που έχουν ανακοινωθεί δεν έχουν επιβεβαιωθεί και, επομένως, δεν έχουν υλοποιηθεί. Έτσι, σύμφωνα με το Παγκόσμιο Επισιτιστικό Πρόγραμμα και τη FAO,

- Αιθιοπία - θα καλυφθεί το 2/3 των αναγκών αλλά μόνο το 1/3 έχει επιβεβαιωθεί.
- Σουδάν - έχει καλυφθεί το 50% των αναγκών αλλά παρεδόθησαν μόνο το 1/3 και 65.000 τόνοι το Μάρτιο.
- Λιβερία - το 11% παρεδόθη το Μάρτιο.
- Μαλάουι (πρόσφυγες) - διακοπή εφοδιασμού το Μάιο.
- Αγκόλα - παρά τις υποχρεώσεις, παρεδόθησαν μόνο 50.000 τόνοι.
- Μοζαμβίκη - παρεδόθησαν μόνο 360.000 τόνοι.
- Νιγηρία - παρεδόθησαν μόνο 5.000 τόνοι.

μ.κ. = μη κοινοποιηθέν.

Συνεισφορές που ανακοίνωσαν τα κράτη μέλη για το έτος 1991

Αγκόλα	40.515 τόνοι
Μπουρκίνα Φάσο	22.000 τόνοι
Αιθιοπία	250.000 τόνοι
Λιβερία και Λιβεριανοί	136.600 τόνοι
Μοζαμβίκη	191.650 τόνοι
Νιγηρία	35.000 τόνοι
Σομαλία	15.610 τόνοι
Σουδάν	331.000 τόνοι
Τσάντ	5.000 τόνοι + 10.000 τόνοι από το Παγκόσμιο Επισιτιστικό πρόγραμμα.

Historical Archives of the European Commission

ΕΝΔΕΙΚΤΙΚΗ ΚΑΤΑΝΟΜΗ ΤΩΝ 400.000 ΤΟΝΩΝ (1)

ΑΙΘΙΟΠΙΑ	± 100.000 τόνοι	
	± 50.000 τόνοι (* Σομαλοί και Σουδανοί))
)
ΣΟΥΔΑΝ	± 140.000 τόνοι)
ΣΟΜΑΛΙΑ	± 20.000 τόνοι	
ΛΙΒΕΡΙΑΝΟΙ	± 20.000 τόνοι	
ΜΑΛΑΟΥΙ	± 15.000 τόνοι	
ΝΙΓΗΡΙΑ	± 15.000 τόνοι	
ΑΓΚΟΛΑ	± 15.000 τόνοι	
ΜΑΥΡΙΤΑΝΙΑ	± 20.000 τόνοι	
ΚΑΜΕΡΟΥΝ	± 5.000 τόνοι	
ΣΥΝΟΛΟ	400.000 τόνοι	

(1) Οι χώρες και οι ποσότητες που αναγράφονται παραπάνω αναφέρονται ενδεικτικά αλλά θα μπορούσαν να συμπεριληφθούν και άλλες χώρες καθώς και να τροποποιηθούν οι ποσότητες σε συνάρτηση με την εξέλιξη των αναμενόμενων εσοδών και των ενισχύσεων διαφόρων άλλων χορηγών.

ΔΗΜΟΣΙΟΝΟΜΙΚΟ ΔΕΛΤΙΟ

ΕΚΤΙΜΗΣΗ ΤΩΝ ΑΠΑΡΑΙΤΗΤΩΝ ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΩΝ ΜΕΣΩΝ ΚΑΤΑ ΤΟ 1991 ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΦΑΡΜΟΓΗ
ΤΟΥ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΟΣ ΕΚΤΑΚΤΗΣ ΑΝΑΓΚΗΣ ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΦΡΙΚΗ

Αγορά 400.000 τόνων σιτηρών προς 112,5 ECU/τόνο (μέση εκτιμώμενη τιμή για τη σειρά των απαιτούμενων και διαθέσιμων προϊόντων)	45.0 εκατ. ECU
Μεταφορά και διανομή 400.000 τόνων σιτηρών προς 287,5 ECU/τόνο	115.0 εκατ. ECU

Σύνολο	160.0 εκατ. ECU

Historical Archives of the European Commission

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

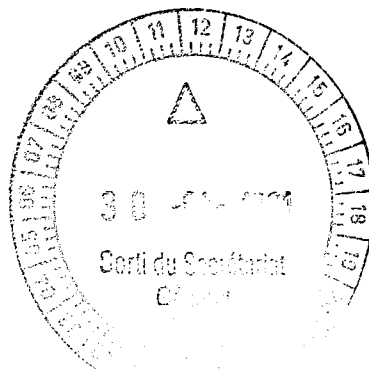
SEC(91) 769 final

Bruxelas, 25 de Abril de 1991

COMUNICAÇÃO DA COMISSÃO AO CONSELHO E AO PARLAMENTO EUROPEU

em reforço da tomada de decisão relativa
à revisão das perspectivas financeiras

PROPOSTA DE UM PROGRAMA ESPECIAL
DE AJUDA ALIMENTAR A ÁFRICA



Desde o final de 1990 que surgiram na África Subsariana sinais de uma crise alimentar de grandes proporções. Aliás, já no Conselho Desenvolvimento de 5 de Novembro de 1990, se tinha chamado a atenção para o perigo real de uma fome sem precedentes na região do Corno de África, devido à seca, que assolava esta região associada à situação política.

Porém, a região do Corno de África não é a única a sofrer as consequências desta seca: a África Austral, incluindo países tradicionalmente auto-suficientes ou mesmo exportadores, o Sahel e a África Ocidental atravessam actualmente graves privações que exigem ajudas alimentares imediatas e consideráveis.

O Conselho Negócios Estrangeiros de 15 de Abril, "reconheceu a necessidade de uma ajuda suplementar a favor de África e solicitou à Comissão a apresentação de uma proposta concreta relativa a esse aumento do qual uma parte deve ser imputada no orçamento comunitário".

ePor outro lado, o Parlamento Europeu, durante a sessão de Abril, adoptou uma Resolução "Fome em África" solicitando à Comissão e ao Conselho que definissem um Programa Especial e um Orçamento para África para que as populações ameaçadas de fome tenham acesso a recursos suplementares em relação às ajudas alimentares normais.

A Comissão procedeu a um cálculo das populações ameaçadas e das respectivas necessidades alimentares. Este cálculo revelou 31 milhões de pessoas afectadas e necessidades de ajuda alimentar de 4,5 milhões de toneladas de produtos cerealíferos essencialmente.

A resposta coordenada dos dadores atinge actualmente 2 milhões de toneladas (ou seja menos de 50 % das necessidades) podendo ir até cerca de 3 000 milhões de toneladas (ou seja 68% das necessidades), se forem tidas em conta as intenções não confirmadas, o que deixa um défice não coberto situado entre 1,5 e 2 000 milhões de toneladas.

A fim de que a Comunidade possa prestar uma ajuda significativa às populações dos países mais ameaçados e às respectivas necessidades alimentares não cobertas actualmente, a Comissão propõe um Programa Especial de Ajuda Alimentar para África.

Neste contexto, a participação da Comunidade dos Doze aliada ao esforço internacional a favor de África devia abranger uma parte de acções comunitárias e uma parte de acções nacionais, tal como sucedeu em 1984 com o Plano de Dublin e, recentemente, com a ajuda de emergência aos curdos.

A acção dos Doze no seu conjunto devia cobrir entre 35 e 40 das necessidades globais, representando este montante a parte relativa à Comunidade e Estados-membros em outros esforços internacionais (cf. a ajuda aos curdos onde os Doze cobrem 150 milhões de ecus em 400, ou seja 37,5% do total). Tendo em conta a dimensão das necessidades da África Subsariana, tal significaria quantidades que se situam entre 1,5 e 1,8 milhões de toneladas. A divisão Comunidade/Estados-membros seria de 2/3 - 1/3 aproximadamente.

Tendo em conta as decisões já tomadas ou em curso, deviam ser previstas quantidades suplementares de 400 000 toneladas para a Comunidade (160 milhões de ecus) e de 150 000 a 250 000 toneladas (60 a 100 milhões de ecus) para os Estados-membros. A acção suplementar dos Doze atingiria consequentemente um montante mínimo de 220 milhões de ecus, dos quais 160 milhões a cargo da CE e 60 milhões a cargo dos Estados-membros.

É proposto que a coordenação das acções comunitárias e das acções nacionais continue a ser feita pela Comissão. Uma primeira acção de coordenação poderá realizar-se durante a próxima reunião do Comité de Ajuda Alimentar em 25 de Abril.

Historical Archives of the European Commission

1. Situação actual e acção da Comunidade

Os cálculos mais recentes da Comissão relativos às populações ameaçadas de fome e respectivas necessidades alimentares revelam 31 milhões de pessoas atingidas e necessidade de ajuda alimentar na ordem de 4,5 milhões de toneladas de produtos cerealíferos essencialmente. Tendo em conta os anúncios actuais dos dados internacionais, o défice não coberto situa-se entre 1,5 e 2 milhões de toneladas. Estes números, ainda que provisórios, foram confirmados com as Delegações da Comissão, a FAO, o Programa Alimentar Mundial das Nações Unidas, os Estados Unidos e o Canadá. Os cálculos das diferentes fontes utilizadas coincidem em larga escala quer no que respeita às populações atingidas, quer às necessidades (ver anexo 1).

No quadro das suas reservas muito limitadas no final de 1990, a Comunidade tinha adoptado, a partir de Dezembro, algumas decisões em resposta aos pedidos de ajuda de emergência do Sahel. Em Janeiro e no início de Fevereiro de 1991, foram aprovados subsídios de urgência a favor do Sudão, Etiópia, Burkina Faso e Camarões fim de permitir execuções imediatas e chegadas durante os primeiros meses do ano.

No total, foram atribuídas a estes países 120 800 toneladas de cereais a título de medida de emergência. Tendo em conta igualmente as ajudas normais programadas para África para 1991 e em fase de decisão, bem como as ajudas 1990 supracitados, o esforço actual da CE eleva-se a 675 mil toneladas de cereais aproximadamente às quais se junta um esforço bilateral dos Estados-membros calculado em cerca de 355 000 toneladas. Por seu turno, os Estados Unidos anunciaram um plano de emergência que prevê 1,05 milhões de toneladas apenas para 1991 (ver anexo 1).

2. Proposta de um Programa Especial

O programa Especial proposto para 1991 eleva-se, no mínimo, a 400 000 toneladas de equivalente cereais. Se associarmos estas quantidades aos compromissos já assumidos ou em curso, a Comunidade cobriria cerca de 25% das necessidades das populações mais atingidas na África Subsariana. Segundo a Comissão, esta quantidade corresponde às possibilidades ainda utilizáveis de transporte interno e de distribuição das organizações internacionais e não governamentais, tendo em conta as ajudas já decididas ou em fase de entrega.

A Comissão avalia em 160 milhões de ecus as dotações necessárias para a compra, transporte e distribuição das 400 000 toneladas adicionais propostas. Além disso, os recursos adicionais poderiam revelar-se necessários para cobrir os aumentos previsíveis dos custos de transporte e de distribuição das ajudas às vítimas da fome para as acções desde já previstas ou em curso.

O custo para o FEOGA das restituições a pagar relativas às 400 000 toneladas de cereais poderá elevar-se a 49 milhões de ecus. Uma vez que estas quantidades são deduzidas do excedente de cereais cujo escoamento seria necessário em qualquer circunstância, não haverá qualquer encargo adicional resultante da operação.

A execução da ajuda do Programa Especial deverá constituir um complemento das acções já previstas para os países em questão. A repartição indicativa das 400 000 toneladas suplementares para os países mais atingidos figura no Anexo II.

3. Financiamento do Programa Especial

Actualmente, a execução do Programa de Ajuda Alimentar é determinada essencialmente por dois factores:

- Após um período onde os preços se mantinham inferiores aos preços adoptados para a elaboração do Orçamento 1991, a Comissão verifica uma clara tendência para um novo aumento de preços, nomeadamente para os produtos cerealíferos;
- um aumento dramático dos custos de transporte e de distribuição para a maior parte dos destinos, nomeadamente nos casos de operações de emergência, pelo que se torna indispensável, se se quer verdadeiramente ajudar, a assunção dos custos totais até às vítimas da fome. Este aumento deve-se às condições cada vez mais difíceis que os transportadores e organizações de distribuição têm de enfrentar (infra-estrutura de transportes degradada ou inexistente, guerra civil, taxas de câmbio irrealistas impostas, etc.), nomeadamente nos países mais atingidos como o Sudão e a Etiópia.

A conjugação destes dois factores saldar-se-á com grande probabilidade por um défice líquido dos meios orçamentais disponíveis para os transportes. Actualmente, a Comissão ainda não decidiu como colmatar este défice sem riscos de cortes graves nas dotações disponíveis para o fornecimento dos diferentes produtos. Devido a este défice e às perspectivas incertas relativas à sua cobertura, está fora de causa que o Programa Especial possa ser financiado pelo Orçamento Ajuda Alimentar de 1991 tal como actualmente se apresenta.

A Comissão mantém a sua proposta de revisão das Perspectivas Financeiras actualmente em discussão no Conselho e no Parlamento. Para 1991, esta proposta consiste, nomeadamente, no aumento do limite da rubrica 4 "Outras Políticas", das Perspectivas Financeiras. Este aumento incluiria nomeadamente a criação de uma reserva de 350 milhões de ecus ao abrigo do limite da rubrica 4. Esta margem apenas pode ser utilizada para o financiamento de acções de política externa "que possam resultar da continuação da assistência à URSS, de acções ligadas à crise do Golfo ou a outras situações de emergência ou de crise".

O programa alimentar de emergência à África Subsariana proposto, poderia pois ser financiado recorrendo à reserva incluída no limite da rubrica 4 proposto pela Comissão, se a autoridade orçamental assim o decidir.

Conclusão

É proposto afectar em 1991 uma verba de 160 milhões de ecus a um Programa Especial de ajuda alimentar a favor das populações mais ameaçadas pela fome em África. Este programa incluirá o fornecimento de 400 mil toneladas de equivalente cereal.

Os recursos adicionais necessários ao financiamento deste programa especial deverão ser previstos no quadro da revisão das perspectivas financeiras em curso.

Historical Archives of the European Commission

PERSPECTIVAS DE LUTA CONTRA A FOME EM ÁFRICA EM 1991
(Situação Abril 1991)

PAÍS	Quantidades em toneladas						
	POPULAÇÃO ATINGIDA	NECESSIDADES ATÉ ÀS PRÓXIMAS COLHEITAS	COMPROMISSOS CEE		OUTRAS DIS- PONIBILIDA- DES E COM- PROMISSOS ANUNCIADOS (2)	COMPROMISSOS TOTALS PARA 1991	NECESSIDADES NÃO COBERTAS (4)
			COMISSÃO	ESTADOS- MEMBROS (1)			
Etiópia	5 500 000	950 000	142 000	81 200	424 900	648 100	301 900
+ refugiados	1 250 000	285 000	35 500	25 200	125 300	186 000	99 000
Sudão	8 000 000	1 200 000	111 600	88 900	398 000	598 500	601 500
+ refugiados	180 000	44 900	20 900	6 000	16 600	43 500	1 400
Somália	500 000	91 200	17 000	n.c.	15 600	32 600	58 600
Libéria	1 200 000	230 000	23 300	5 000	137 300	165 600	64 400
+ liberianos	750 000						
Malawi (3)	2 900 000	86 000	8 500	n.c.	11 500	20 000	66 000
+ refugiados	960 000	234 000	44 500	12 600	136 300	193 400	40 600
Angola (3)	1 900 000	185 000	38 000	23 300	130 500	191 800	-
Moçambique (3)	4 000 000	713 000	160 000	63 100	397 900	621 000	92 000
Mauritânia	500 000	148 000	18 000	16 000	24 600	58 600	89 400
Burkina Faso	1 500 000	127 000	24 000	14 500	23 000	61 500	65 500
Niger	1 500 000	107 000	15 000	15 000	64 400	94 400	12 600
Chade	500 000	40 000	12 000	4 100	25 000	41 100	-
Camarões	187 000	20 000	2 940	n.c.	5 380	8 320	11 680
TOTAL	31 327 000	4 461 100		354 900	1 936 280	2 964 420	1 504 580

(1) Segundo informações fornecidas à Comissão.

(2) Ajudas e compromissos anunciados por outros doadores (EUA, Canadá, Austrália, PAM), bem como existências de segurança e últimas entregas chegadas (incluindo CEE)

(3) Necessidades até à próxima colheita em Maio/Junho e compromissos até ao final de 1991. As perspectivas de colheitas na África Austral continuam incertas e de qualquer modo já são pessimistas para alguns países (Lesoto, Zâmbia, Malawi, Angola, Moçambique).

(4) Os compromissos anunciados estão longe de estarem confirmados e consequentemente entregues. Assim, segundo o PAM e a FAO,

- Etiópia - 2/3 das necessidades estariam cobertas mas apenas 1/3 confirmado.
- Sudão - 50% das necessidades encontram-se cobertas, mas apenas 1/3 confirmado e 65 000 toneladas entregues apenas em Março.
- Libéria - 11% entregues em Março.
- Malawi (refugiados) - Ruptura de aprovisionamento em Maio.
- Angola - Apesar dos compromissos, apenas foram entregues 50 000 toneladas.
- Moçambique - Apenas foram entregues 360 000 toneladas.
- Níger - Apenas foram entregues 5 000 toneladas

n.c. = não comunicado

Contribuições anunciadas pelos Estados Unidos para 1991

Angola	40 515 t
Burkina Faso	22 000 t
Etiópia	250 000 t
Libéria e liberianos	136 600 t
Moçambique	191 650 t
Níger	35 000 t
Somália	15 610 t
Sudão	331 000 t
Chade	5 000 t + 10 000 t ?

ANEXO II

REPARTIÇÃO INDICATIVA DAS 400 000 TONELADAS (1)

ETIÓPIA	± 100 000 t	
	50 000 t (Ref. somalis e))
	sudaneses))
)
SUDÃO	± 140 000 t)
SOMÁLIA	± 20 000 t	
LIBERIANOS	± 20 000 t	
MALAWI	± 15 000 t	
NÍGER	± 15 000 t	
ANGOLA	± 15 000 t	
MAURITÂNIA	± 20 000 t	
CAMARÕES	± 5 000 t	
TOTAL	400 000 t	

(1) Os países e quantidades supracitados são referidos a título indicativo. Porém, outros países poderiam ser incluídos e as quantidades alteradas em função da evolução das colheitas previstos e das ajudas de outros dadores.

FICHA FINANCEIRA

**CÁLCULO DOS MEIOS SUPLEMENTARES NECESSÁRIOS EM 1991 PARA A
EXECUÇÃO DO PLANO DE EMERGÊNCIA A FAVOR DE ÁFRICA**

Compra de 400 000 t de cereais a 112,5 ecu/t (preço médio calculado para a gama de produtos necessários e disponíveis)	45,0 MECU
Transporte e distribuição de 400 000 t de cereais a 287,5 ecu/t	115,0 MECU

TOTAL	160,0 MECU

Historical Archives of the European Commission